

fondation
 suez

UN ENGAGEMENT
SOLIDAIRE DE SUEZ

BILAN 2018

combattre
l'exclusion
favoriser
l'inclusion





- ① La gestion des déchets, un enjeu majeur
- ② Des prix pour récompenser l'innovation
- ③ L'insertion par les métiers du maraichage biologique
- ④ L'accès à l'eau, prérequis au développement



nos partenaires

ACF	21, 22	Fermes d'avenir	42	Place	40
ACTED	19, 25, 27	Fidei	18	Positive Planet International	33
ADIE	40	Friendship International	27	Promofemmes	41
Aéré	40	Gevalor	31, 32	Puits du Désert	17
AFEP	53	GK Savar	16	Musée du quai Branly - Jacques Chirac	57
Agir pour l'école	53	Gret	21, 32	Rejoué	43
Amor	33	HAMAP	25	Restos du Cœur	38
Aquassistance	28	HCR France	26	Secours Catholique - Caritas France	32
Arozoaar	42	Institut de France	62	Solidarité Eau Sud	25
Aux captifs la libération	45	Institut de l'engagement	55	TAE - Travailler Autrement Ensemble	39
Bail pour tous	43	Interaide	24	Territoires Zéro Chômeur Longue Durée	
CARE	27	J2C	46	- Elan Jouques	39
Chaire AgroParisTech-SUEZ	64	Kynarou France	23	Territoires Zéro Chômeur Longue Durée	
Cravate solidaire	44	La Source - La Guéroulde	54	- Booster de Saint-Jean	39
Croix-Rouge Insertion	46	Le Bal - La Fabrique du Regard	54	Unis-Cités	55
Culture prioritaire	52	Morija	23		
Eau et Vie	20	Orchestre symphonique Divertimento	57		
Eau Vive	18, 20	Opéra Comique - La Maîtrise Populaire	56		
Emmaüs Défi	47	Ordre de Malte France	47		

La Fondation SUEZ

- 04 Présentation
- 05 L'éditorial de Jean-Louis Chaussade
- 06 Une même communauté de destin
- 08 Une gouvernance collaborative et engagée
- 10 Réalisations 2011 - 2018

Développer l'accès aux services essentiels pour les populations défavorisées des pays en développement

- 14 Les enjeux
- 16 Éducation
- 19 Zones urbaines
- 22 Zones rurales
- 26 Urgences
- 30 Déchets

Favoriser l'insertion par l'emploi et la formation

- 36 Les enjeux
- 38 Nouveaux modèles
- 41 Nouvelles compétences
- 44 Accompagnement de la personne au cœur du projet

Renforcer la cohésion sociale par l'éducation, la culture et le sport

- 50 Les enjeux
- 52 Éducation
- 56 Culture

Renforcer les compétences et stimuler l'innovation

- 60 Les enjeux
- 62 Prix SUEZ- Institut de France
- 64 Chaire AgroParisTech «SUEZ - Management des services urbains»



Trois axes d'intervention

La Fondation inscrit son action dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable des Nations-Unies selon trois axes :

La Fondation d'entreprise SUEZ accompagne des porteurs de projets – associations locales et ONG d'envergure internationale – engagés dans la lutte contre l'exclusion en France et dans les pays en développement.

Dotée d'un budget de 4M€, elle leur apporte un soutien financier et/ou met à leur disposition les compétences et savoir-faire des collaborateurs du Groupe qui souhaitent s'engager à travers un dispositif de mécénat de compétences.



L'accès des populations défavorisées aux services essentiels

La Fondation soutient des projets visant à renforcer l'accès à l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets pour les populations défavorisées des pays en développement, dans les zones rurales comme dans les quartiers précaires ou péri-urbains.



L'insertion par l'emploi et la formation

La Fondation soutient des projets visant à favoriser l'insertion ou la réinsertion des personnes fragilisées, en agissant sur tous les fronts de l'exclusion : la formation, le logement, l'emploi, la langue, le statut...



La cohésion sociale par l'éducation, la culture et le sport

La Fondation soutient des projets visant à améliorer l'intégration et le vivre-ensemble en France, en s'appuyant sur l'éducation, la culture et le sport comme leviers de cohésion sociale, ou comment passer du «eux» au «nous».



Jean-Louis Chaussade
Directeur général de SUEZ, Président-Fondateur de la Fondation SUEZ

Agir en faveur de l'inclusion, en France et dans le monde

Dix-sept objectifs pour un monde meilleur et un avenir plus durable, à l'horizon 2030, telle est la feuille de route que l'ONU a défini en 2015, comme un appel adressé à tous : états, société civile, acteurs du développement, entreprises et chacun de nous. Cette mobilisation planétaire, qui résonne comme un impératif, couvre l'intégralité des enjeux de développement tels que la santé, le climat, l'énergie, l'eau, la pauvreté, l'égalité des genres, la biodiversité, la prospérité économique ou encore la paix, l'agriculture, l'éducation, etc. L'exercice de nos métiers, dans le monde et en France, nous confronte au quotidien à l'ampleur de ces défis et sous-tend la montée en puissance des engagements portés par la Fondation SUEZ.

Aujourd'hui les missions de la Fondation sont rassemblées sous un mot d'ordre unique : l'inclusion, qui vise à créer les conditions permettant à chacun, partout dans le monde, quels que soient son origine, son âge, son genre ou son statut social, de vivre pleinement, sereinement, avec les siens, en autonomie, et de prendre place au sein de la société dans laquelle il vit.

Dans les pays en développement, cela nous engage à soutenir, par une aide financière mais aussi un apport de compétences et un accompagnement dans la durée, les grandes ONG comme les associations de solidarité interna-

tionale de taille plus modeste, qui œuvrent sans relâche aux côtés des institutions, des autorités coutumières et locales, et des habitants, pour mettre en œuvre effectivement et durablement le droit élémentaire des plus vulnérables à l'eau, à l'assainissement et au traitement des déchets. Cela implique aussi de valoriser et diffuser les innovations de terrain, qui ont un rôle crucial à jouer notamment face à l'explosion démographique des grandes métropoles ou aux impacts du dérèglement climatique en termes de pénurie d'eau, de catastrophes hydrologiques et de migrations climatiques. Cela nous invite enfin à participer au renforcement des compétences des leaders et des managers en charge des services d'accès aux services essentiels, notamment urbains. C'est un engagement que nous avons réaffirmé cette année, avec notre partenaire AgroParisTech.

En France, l'engagement de la Fondation se vit sur les territoires, à l'épreuve des problématiques d'éducation, d'emploi, d'insertion, ou d'accueil des réfugiés. Parce que l'exclusion est multidimensionnelle et qu'elle touche des personnes d'horizons différents – jeunes en rupture, personnes très éloignées de l'emploi, jeunes et familles éloignées de l'éducation et de la culture, femmes d'origine étrangère la Fondation soutient un foisonnement d'initiatives, très ancrées sur le terrain, qui mettent l'agilité, l'innovation et l'im-

pact au cœur de leur action. En 2018, la Fondation s'est attachée à apporter son aide aux associations qui mettent en place de nouveaux modes d'intervention pour l'inclusion des personnes réfugiées, sans négliger la population hôte.

Notre mission est ambitieuse et notre combat en faveur de l'inclusion s'étend sur un large spectre de problématiques. Le travail de nos partenaires est remarquable, nous sommes fiers de pouvoir contribuer à leurs actions, à leurs initiatives. Nous sommes très attachés à permettre, dans une dynamique d'échange, le partage et l'essaimage des projets à impact. Nous sommes également très fiers, et je voudrais ici les remercier, de l'engagement des collaborateurs du Groupe dans les projets. Ils apportent leurs compétences et leur engagement dans les projets qui se déroulent dans les pays en développement comme en France. Aujourd'hui, contribuer au bien commun est l'affaire de tous, citoyens, salariés, institutions, associations et entreprises. La Fondation SUEZ anime l'ensemble de ces parties prenantes pour œuvrer à un monde où chacun peut vivre avec dignité et sérénité. ◉

La fondation et ses partenaires

Une même communauté de destin



La Fondation SUEZ privilégie un modèle partenarial fondé sur la confiance et le partage des responsabilités.

Ce co-engagement est-il la clé de la réussite pour l'inclusion des plus fragiles ?



MYRIAM BINCAILLE
Déléguée générale de la Fondation SUEZ

PHILIPPE LÉVÊQUE
Directeur général de CARE France

CLAIRE DE MAZANCOURT
Directrice générale de l'Institut de l'Engagement

CHLOÉ SIMÉHA
Déléguée générale de Croix-Rouge insertion

MYRIAM BINCAILLE

Les projets que nous soutenons répondent à des enjeux vitaux pour notre société et notre planète. Cela signifie que chaque fois que nous accordons notre soutien à un porteur de projet, nous engageons pleinement notre responsabilité, à ses côtés et aux côtés des populations concernées et des parties prenantes. Nous entrons alors dans une « communauté de destin », fondée sur la confiance et sur une exigence pragmatique et impérieuse de résultat. Cette mobilisation s'appuie sur l'engagement de la direction de SUEZ, sur la motivation de tous les membres du Conseil d'Administration de la Fondation, et sur l'implication active des collaborateurs dans la « communauté de la Fondation ». Sur ces bases solides nous nous engageons à travailler main dans la main avec nos partenaires souvent depuis la conception des projets jusqu'à leur évaluation finale.

PHILIPPE LÉVÊQUE

La réponse aux urgences humanitaires, qu'elles soient d'origine naturelle ou humaine, fait partie intégrante de la lutte de CARE contre la pauvreté et l'injustice. Cela dans un contexte où les crises se multiplient et où, malheureusement, beaucoup sont oubliées, voire ignorées, faute d'exposition médiatique suffisante. Notre devoir est de rester en alerte et prêts à intervenir dans l'urgence mais aussi de poursuivre la reconstruction dans la durée. La Fondation SUEZ, parce qu'elle partage la même compréhension de l'aide humanitaire, nous offre à la fois une grande réactivité face à l'urgence et un soutien de longue date.

Nous entrons alors dans une « communauté de destin », fondée sur la confiance et sur une exigence pragmatique et impérieuse de résultat.

MYRIAM BINCAILLE

CLAIRE DE MAZANCOURT

La mission de l'Institut de l'Engagement est de donner à des jeunes porteurs d'un projet d'avenir (formation, recherche d'emploi ou création d'activité) les outils et les moyens de le mettre en œuvre. Cet accompagnement démarre dès la procédure d'admission, puisque chaque candidat va venir présenter son projet, et en retour va bénéficier de conseils qui vont l'aider à le consolider, qu'il soit admis ou pas à l'Institut. Cette étape est décisive et sa mise en œuvre repose sur l'engagement bénévole de nos partenaires. Le regard bienveillant et constructif des collaborateurs de SUEZ qui participent aux jurys d'admission contribue à lever les freins à la progression de ces jeunes.

CHLOÉ SIMÉHA

À Capdife, un chantier d'insertion de Croix-Rouge insertion dédié à l'agromaraîchage écologique, nous ne faisons pas

que cultiver la terre, nous semons aussi des graines, et surtout de l'espoir. C'est pourquoi nous nous devons de sans cesse poursuivre la montée en qualité de nos parcours d'insertion, dans une dynamique d'innovation au service de l'autonomie et de l'employabilité des personnes. À cet égard, le soutien apporté par la Fondation SUEZ à l'activité de maraîchage que nous avons démarrée sur le site de Valros a un réel effet de levier sur le développement de notre structure et sur la réussite de l'insertion des personnes que nous accompagnons.

MYRIAM BINCAILLE

Nos partenaires sont tous engagés dans le même combat pour l'inclusion des plus fragiles, pour autant leurs champs d'intervention, leurs modalités d'action, leurs moyens et leurs ressources sont extrêmement divers. À nous d'adapter nos réponses à la spécificité de leurs besoins,

que ce soit sous forme de mécénat de compétences ou de soutien financier. Pour les uns il s'agira d'accompagner la prise de risque au démarrage d'une innovation, pour les autres de consolider l'existant, ou bien encore de faciliter l'essaimage ou le changement d'échelle d'un projet qui a fait ses preuves..., c'est un défi passionnant pour ne laisser personne au bord du chemin !

Le regard bienveillant et constructif des collaborateurs de SUEZ qui participent aux jurys d'admission contribue à lever les freins à la progression de ces jeunes.

CLAIRE DE MAZANCOURT



Plus de 400 collaborateurs engagés dans la communauté de la Fondation SUEZ

Les objectifs de la Fondation SUEZ sont proches des métiers du groupe et ancrés dans ses valeurs. Leur mise en œuvre passe par l'implication des collaborateurs, qui donnent de leur temps et mettent leurs expertises au service des projets, sous forme de bénévolat et/ou de mécénat de compétences.

La « **Communauté de la Fondation** » réunit ainsi plus de 400 collaborateurs qui contribuent activement aux bons résultats des projets soutenus.

Pour les uns, les **évaluateurs** et les **référénts**, cet engagement se traduit par une responsabilité dans l'évaluation des projets en amont et leur suivi dans la durée. Près de 200 projets ont ainsi bénéficié de l'expertise des collaborateurs du Groupe.

Pour les autres, il s'agit de répondre très concrètement à des besoins exprimés par les associations : animation d'ateliers CV pour des structures d'insertion, participation à des jurys, journées de découverte du monde de l'entreprise, vente solidaire au profit d'associations... Et pour d'autres encore, le support à l'ensemble des activités de la Fondation, notamment celles administratives.

Enfin, dans le cadre du partenariat pour la Chaire AgroParisTech « SUEZ - Management des services », des experts de SUEZ interviennent dans des **modules de formation** ou s'engagent dans des missions de **coaching** auprès des auditeurs de la Chaire.



Le Conseil d'Administration est présidé par son Président-Fondateur, Jean-Louis Chaussade.

Il est composé de 13 membres, élus pour cinq ans : des représentants de SUEZ, des personnalités indépendantes, qualifiées dans les domaines d'intervention de la Fondation, et un représentant des salariés du Groupe.

Le Conseil d'Administration définit la stratégie, adopte le budget et fixe le contenu et le calendrier des activités de la Fondation.

Il sélectionne les projets soutenus parmi ceux présélectionnés par l'équipe de la Fondation et les évaluateurs. Il est épaulé par deux Comités de sélection distincts :

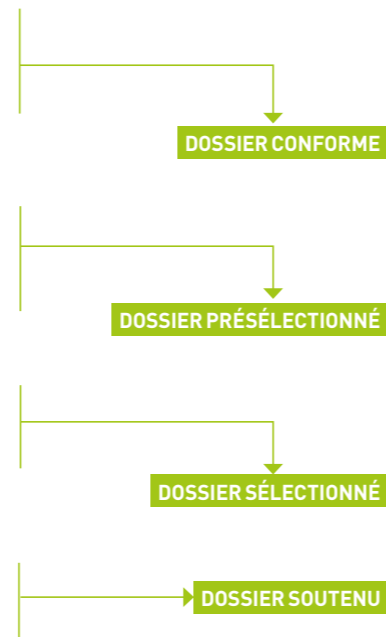
• **Le Comité de sélection Accès aux services essentiels et Insertion**, composé de Frédérique Raoult, Bernard Guirkinge, Dominique Pin et Jean-Louis Chaussade.

• **Le Comité de sélection Cohésion sociale**, composé de Jean-Yves Larroutou, Denys Neymon et Frédérique Raoult.

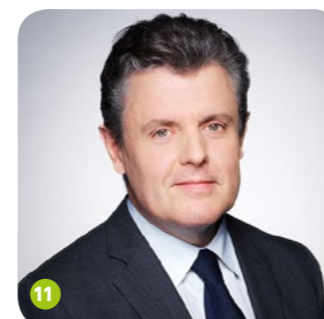
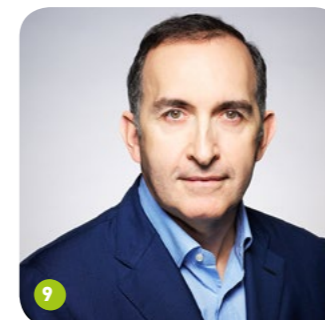
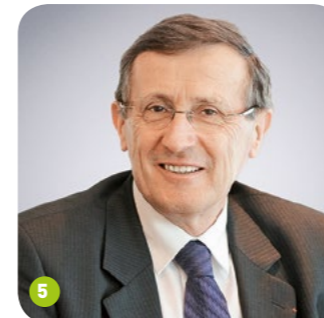
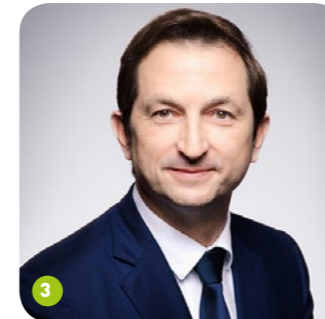
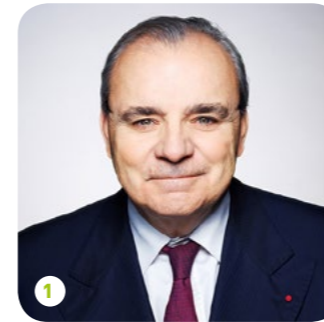
L'équipe permanente de la Fondation assure, avec l'appui de salariés volontaires, les évaluateurs et les référents, la mise en œuvre et le suivi opérationnel des orientations stratégiques et des décisions du Conseil d'Administration.

un processus de sélection basé sur différentes compétences

- Réception de la candidature** et analyse de conformité avec les propres critères de sélection de la Fondation SUEZ par l'équipe de la Fondation
- Instruction du dossier de candidature** et remise d'un avis par des évaluateurs internes ou externes, consultés en fonction de leur domaine de compétences
- Examen & sélection** par le Conseil d'Administration ou le Comité concerné
- Si réponse positive** Soutien et accompagnement du projet (subvention et mécénat de compétences)



La composition du Conseil d'Administration



- Jean-Louis Chaussade**
Directeur Général de SUEZ, Président-Fondateur de la Fondation SUEZ
- Frédérique Raoult**
Directrice du Développement Durable et de la Communication Groupe, Vice-Présidente de la Fondation SUEZ
- Bertrand Camus**
Directeur Général Adjoint en charge des zones Afrique, Moyen Orient, Inde, Asie et Australie-Pacifique
- Axelle Davezac**
Directrice Générale de la Fondation de France
- Bernard Guirkinge**
Délégué régional du Groupe SOS région Est
- Marie Trellu-Kane**
Présidente co-fondatrice d'UNIS-CITE, Conseillère au Conseil économique, social et environnemental
- Dominique Pin**
Ingénieur des Arts et Manufactures
- Thanh Nghiem**
Fondatrice du Mouvement des Crapauds Fous et de l'Institut Angenius
- Jean-Marc Boursier**
Directeur Général Adjoint des Finances et des activités de Recyclage & Valorisation en Europe du nord
- Marie-Ange Debon**
Directrice Générale Adjointe en charge de la France, de l'Italie et de l'Europe Centrale
- Jean-Yves Larroutou**
Directeur Général Adjoint de SUEZ, en charge de la transformation du Groupe et Secrétaire Général
- Denys Neymon**
Directeur général de la Global Business Line Infrastructures de Traitement Eau et Déchets
- Franck Reinhold Von Essen**
Secrétaire du Comité Central européen, Administrateur de la Fondation SUEZ représentant les salariés



Pays en développement

Accès aux services essentiels
plus de 5 500 000 d'habitants directement concernés



France

Insertion par l'emploi et la formation
plus de 3 340 personnes concernées



Cohésion sociale
plus de 12 700 jeunes et leurs familles accompagnés par l'éducation, la culture et le sport

3 axes d'intervention, 431 projets soutenus

dont 254 projets d'Aquassistance



Données consolidées 2011 - 2018 - Sources : associations et ONG partenaires

Au sein du Groupe SUEZ
8 fondations
4 associations

L'engagement du Groupe SUEZ, ce sont aussi 8 fondations et 4 associations au sein des filiales du Groupe dans le monde, qui interviennent dans le domaine de la lutte contre l'exclusion, pour l'équité sociale, la protection de l'environnement et le développement des ressources, pour un montant de plus de 13 millions d'euros.



MONDE
AQUASSISTANCE
Gevalor
Agence des Micro-Projets



développer
l'accès aux services
essentiels
pour les populations
défavorisées
des pays
en développement



Dans les villages ou dans les camps, au Sahel comme dans beaucoup d'autres pays, la corvée d'eau est assurée par les femmes et les enfants

+ DE 750 ENFANTS DE MOINS DE CINQ ANS

meurent chaque jour en raison d'une diarrhée provoquée par une eau insalubre, un manque d'assainissement et une mauvaise hygiène.

UNICEF, 2018

L'Assemblée générale des Nations-Unies a proclamé la période 2018-2028 Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau pour le développement durable ».

COALITION EAU,
Journée mondiale de l'eau,
22 mars 2018

La collecte de l'eau en Afrique sub-saharienne représente pour les femmes et les filles environ 40 milliards d'heures annuelles de travail au détriment de leur santé, de leur sécurité, de leur émancipation sociale et économique et de leur assiduité à l'école pour les plus jeunes.

Rapport mondial de suivi sur l'éducation,
résumé sur l'égalité des genres, UNESCO 2018

Dans les zones rurales, l'accès à l'eau reste très déficitaire

Huit ans après la reconnaissance du droit humain à l'eau potable et à l'assainissement par les Nations-Unies, les défis restent immenses face au nombre de personnes sans accès à l'eau potable et à l'assainissement. Cela a des conséquences lourdes sur l'alimentation, la santé, l'éducation, l'égalité des genres, l'économie et l'environnement. En outre, les ressources en eau sont fortement impactées par le dérèglement climatique : **40% de la population mondiale sera confrontée à des pénuries d'eau d'ici 2050**, tandis que d'autres seront sous les inondations. Garantir l'accès universel à l'eau et la gestion efficace des ressources en eau est un enjeu majeur pour la réussite de l'Accord de Paris sur le Climat et l'atteinte des Objectifs de Développement Durable fixés par les Nations-Unies en vue d'assurer une vie digne à tous les habitants de la planète d'ici à 2030.

ACCÈS À L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT :
UNE MÊME NÉCESSITÉ POUR DIFFÉRENTS ENJEUX



développer l'accès aux services essentiels pour les populations défavorisées des pays en développement

enjeux





L'accès à l'eau et l'assainissement renforce l'émancipation des femmes et l'éducation des enfants

En Afrique subsaharienne, 13,5 millions de femmes et 3,4 millions d'enfants passent de 30 minutes jusqu'à plusieurs heures chaque jour à aller chercher de l'eau pour un usage domestique. Par ailleurs les femmes sont les principales responsables de l'eau et gardiennes de l'hygiène à la maison. Elles sont donc à la fois les premières victimes du manque d'eau et les plus compétentes sur le sujet.

C'est pourquoi, il est essentiel de mettre les femmes et les enfants au cœur des projets d'accès aux services essentiels.

POINTS DE VUE

BERTRAND CAMUS
DGA en charge des zones
Afrique, Moyen Orient, Inde,
Asie et Australie-Pacifique,
Administrateur de la Fondation



CHRISTEL PERNET
Présidente des Puits du désert



L'accès à l'eau et l'assainissement, à la gestion des déchets, est un catalyseur de progrès et de développement humain. Il conditionne l'accès à la santé, à l'éducation, à l'autonomie des femmes, et donc au développement économique. Le renforcement de l'accès aux services essentiels est le prérequis de la lutte contre la pauvreté.

Depuis plus de 10 ans, nous sommes partenaires de la Fondation SUEZ, qui finance la construction et la réhabilitation de puits au Niger. Avec cet accès à l'eau, nous avons pu nous lancer dans la construction d'écoles, de centres de santé, de jardins grâce aux puits maraîchers... Nous consolidons ainsi peu à peu la paix et la prospérité dans la zone, tout en renforçant l'égalité hommes/femmes.



Des jardins familiaux pour émanciper les femmes

BANGLADESH / 2017-2019



Les femmes sont très investies dans les projets

L'association GK Savar, soutenue par un Comité dédié en France, accompagne le développement des zones rurales pauvres du Bangladesh. Parmi ses priorités, la formation professionnelle et l'émancipation des femmes. Et en particulier le soutien au développement de jardins familiaux : culture de légumes et fleurs, arbres fruitiers, usage du vermi-compost, notions de base de nutrition, aménagement et entretien de réservoirs d'eau pour l'irrigation, commercialisation des produits... Sur ces bases, les femmes contribuent activement à la sécurité alimentaire de leurs villages, renforcent leur capacité à résister aux catastrophes naturelles et aux effets du changement climatique, tout en générant de nouveaux revenus. Le programme, qui cible 6 villages, soit 3000 familles pauvres, a bénéficié directement à un millier de femmes en 2018.

GK Savar dispose d'une forte expérience dans la région du Bangladesh, et d'une bonne connaissance du sujet. Le suivi par une ONG locale est la garantie d'une bonne gouvernance.

PIERRE PIERONNE
Expert technique SUEZ Eau France, Référent du projet



L'accès à l'eau, moteur du développement socio-économique et de la paix

NIGER / 2016-2019



Ouvrir un avenir meilleur aux populations du désert

Le Massif de l'Air au nord d'Agadez cumule les facteurs de vulnérabilité géographique, climatique, économique et politique qui se renforcent les uns les autres au risque d'enfermer durablement la région dans une situation dramatique de « survie ». **C'est dans ce contexte qu'au début des années 2000, deux associations se sont créées, Les Puits du Désert en France et Tidène, son partenaire au Niger, pour venir au secours des habitants, nomades et sédentaires, les plus défavorisés et qui ne bénéficiaient jusque-là d'aucun appui extérieur.**

Axe prioritaire, l'accès à l'eau, avec un objectif ambitieux : construire ou réhabiliter 400 puits. Puis, progressivement, les programmes ont élargi leur champ d'intervention, en y intégrant toutes les dimensions du développement : santé,

sécurité alimentaire, éducation, activités économiques... C'est ainsi qu'en 2013, à la demande des anciens combattants démobilisés, soucieux de se stabiliser dans la région, les deux associations ont démarré un projet intitulé « Sécurité et développement ». Dès le début, la Fondation SUEZ a répondu à l'appel et aujourd'hui, la phase 2 du programme, qui couvre les années 2016-2019, prévoit la construction de 5 puits villageois desservant 10 000 habitants et de 20 puits maraîchers. Pour chaque puits villageois créé, une convention tripartite est signée afin que les populations et le chef de village s'approprient l'ouvrage ; un comité de gestion responsable de la maintenance et de l'entretien est mis en place ; enfin des séances de sensibilisation à l'hygiène sont organisées, animées par une troupe de théâtre itinérante. Et pour chaque puits maraîcher réhabilité, ce sont

une vingtaine de jardins maraîchers qui sont créés, ce qui renforce la sécurité alimentaire des habitants et accroît la richesse, puisqu'à ce jour certains agriculteurs ont vu leurs revenus multipliés par 10 grâce à la vente de leurs produits.

Pour chaque puits villageois créé, une convention tripartite est signée afin que les populations et le chef de village s'approprient l'ouvrage ; un comité de gestion responsable de la maintenance et de l'entretien est mis en place ; enfin des séances de sensibilisation à l'hygiène sont organisées.

Le programme met particulièrement l'accent sur les filles et les femmes, qui se trouvent désormais déchargées des corvées d'eau, au profit d'une meilleure assiduité à l'école pour les unes, et du développement de nouvelles activités génératrices de revenus pour les autres, via la création de coopératives de femmes. Globalement, le programme contribue efficacement à consolider la stabilité et la paix dans la région.

400 puits villageois
et pastoraux intégrés au projet

10 000 habitants



Les femmes et les enfants, moteurs de la sensibilisation à l'hygiène

SÉNÉGAL / 2016-2019



Des outils pour éduquer à l'hygiène et l'environnement

Dans le département de Mbacké au Sénégal, la défécation à l'air libre concerne encore près de la moitié des habitants. Les conséquences sont désastreuses : forte prévalence des maladies diarrhéiques générant un important absentéisme au travail, et entraînant une baisse de revenus des familles ; hausse de l'insécurité pour les femmes et les enfants, qui doivent s'enfoncer dans la brousse pour se cacher des regards, au risque d'être agressés ; impact sur l'absentéisme scolaire, particulièrement des filles, qui désertent l'école de peur d'avoir besoin d'aller aux toilettes. En cause, le déficit de systèmes d'assainissement amélioré et la méconnaissance des familles des bonnes pratiques d'hygiène et de la nécessité pour leur santé de disposer d'un système d'assainissement de base.

Les comités villageois de quatre communes de Mbacké, Missirah, Sadio, Taïf et Touba-Fall (soit 30 villages et 40 écoles), ont sollicité

l'appui de l'ONG Eau Vive, déjà très présente sur le terrain, pour mobiliser et sensibiliser les habitants, plaider auprès des autorités coutumières et locales pour faire de l'assainissement un réel enjeu et permettre aux familles les plus pauvres d'accéder à des latrines améliorées via des financements innovants. Côté sensibilisation, l'accent sera mis sur les femmes, qui sont les principales responsables de l'hygiène dans les villages, sur les instituteurs avec la mise en œuvre d'une « éducation à l'environnement », et sur les enfants, via la création de clubs scolaires et l'organisation de concours, visant à les responsabiliser sur ces sujets.

30 villages ont sollicité l'appui de l'ONG Eau Vive

40 écoles impliquées



Eau et assainissement pour le dispensaire et l'école

TOGO / 2017-2018 / nouveau



La santé des enfants est une priorité

FIDEI a piloté la création du dispensaire pour les 6000 habitants de la zone, avec une maternité et un centre de soins et de prévention.

Depuis 2015, l'association FIDEI mène un programme d'accès à l'éducation, à l'eau et à la santé dans 3 villages isolés du Togo, Kountoum, Damando et Taouleba. Le projet a démarré avec la construction de forages, ce qui a considérablement allégé la charge des femmes, et la construction d'écoles. FIDEI a piloté la création du dispensaire pour les 6000 habitants de la zone, avec une maternité et un centre de soins et de prévention.

Le programme comprend un important volet de formation et de sensibilisation à l'hygiène, parallèlement, des installations sanitaires pour le dispensaire et l'école maternelle ont été construites.

Autant d'actions qui devraient contribuer à la réduction de la mortalité natale et infantile, et l'amélioration de la santé par la prévention des risques.



Vers des solutions adaptées au contexte socio-économique des quartiers informels

Dans les pays en développement, la forte croissance démographique, qu'elle soit naturelle ou liée à des crises générant des afflux massifs de migrants ou de réfugiés, entraîne l'expansion anarchique d'un habitat urbain et péri-urbain informel et précaire.

Dans ces conditions, l'accès à l'eau et l'assainissement est très problématique, d'autant que les investissements qui seraient nécessaires pour raccorder ces quartiers aux services publics sont hors de portée des populations comme des municipalités.

La solution réside donc dans la mise en place de dispositifs relativement simples, techniquement et institutionnellement, conçus sur le terrain, en fonction du contexte socio-économique, et en impliquant tous les acteurs.

POINTS DE VUE

DENYS NEYMON
Directeur général de la Global Business Line Infrastructure de Traitement Eau et Déchets Administrateur de la Fondation SUEZ



La Fondation s'attache à valider la pertinence des projets en amont, puis à en apprécier la performance par rapport aux objectifs visés et aux résultats attendus, enfin à en mesurer l'impact effectif sur les populations. Cette démarche est la clé de la durabilité des actions menées.



FRÉDÉRIC DE SAINT-SERNIN
Directeur Général Délégué d'ACTED

Être partenaire de la Fondation SUEZ, au-delà du soutien financier, c'est bénéficier d'un regard professionnel sur la pertinence et l'efficacité des actions que nous menons dans le secteur des services essentiels, éventuellement complété par un soutien opérationnel sous forme de mécénat de compétences. Cet accompagnement sur le terrain vient consolider la performance et la durabilité de nos projets.



Renforcer les services pour garantir la stabilité

LIBAN / 2015-2018



Etudiants et jeunes libanais sensibilisés à la gestion de la qualité de l'eau à l'Agence de l'Eau du Nord

L'ONG ACTED est présente au Liban depuis 2006, avec notamment une base opérationnelle dans l'Akkar, région frontalière du Nord qui, ces dernières années, a vu arriver un afflux massif de réfugiés fuyant la crise syrienne, au risque

L'Akkar a vu arriver un afflux massif de réfugiés fuyant la crise syrienne, au risque de mettre en péril des services publics déjà fragiles.

de mettre en péril des services publics déjà fragiles. Les besoins en eau et en assainissement sont énormes, en particulier à Dreb al AwSat, Naher el Istwan et Dreb el Gharbi, trois Unions de Municipalités regroupant environ 23 000 personnes (17 500 Libanais et 5 700 Syriens). Pour répondre aux besoins, ACTED est intervenue via la mise en place de projets de réhabilitation des infrastructures et selon une approche communautaire axée d'une part sur le renforcement des capacités des autorités locales, d'autre part sur la sensibilisation de la société civile au bon usage de l'eau.



Améliorer durablement l'accès à l'eau pour la population de Pala

TCHAD / 2016-2018



L'accès à l'eau transforme la vie des habitants

La ville de Pala, qui compte 60 000 habitants, dont 46 600 en zone «urbaine», a sollicité l'ONG Eau Vive pour l'appuyer dans le renforcement de son réseau d'adduction d'eau potable qui fait face à une combinaison d'obstacles: insuffisance de la production d'eau avec un seul forage d'un débit insuffisant; sous-équipement de la station de forage générant de nombreuses pannes; capacités de stockage limitée à 250 m³ pour un besoin estimé à 1000 m³/j. En 2018, Eau Vive a lancé les travaux de réalisation de deux forages afin d'augmenter la production d'eau qui permettra ensuite la construction d'infrastructures de stockage et d'étendre le réseau d'eau sur près de 15 000 m. Parallèlement et en partenariat avec la Société Tchadienne des Eaux, des Associations d'usagers de l'eau sont mises en place, ainsi qu'un système de suivi technique et financier pour améliorer la gestion du service. 12 500 personnes supplémentaires auront ainsi accès à l'eau potable.

12 500

personnes supplémentaires auront ainsi accès à l'eau potable.



Une réponse adaptée aux conditions de vie dans les bidonvilles

BANGLADESH / 2017-2019



Les femmes sont parties prenantes de la mise en place des services

Depuis 2010, l'ONG Eau et Vie développe dans le bidonville de Bhashantek des programmes d'accès aux services essentiels adaptés aux conditions de vie des habitants, tout en étant économiquement viables.

Eau et Vie s'appuie d'un côté sur SJP, une entreprise sociale qui prend en charge la construction et l'entretien des réseaux d'eau, la distribution d'eau et la collecte des paiements; de l'autre sur Water and Life (W&L), association locale qui assure la sensibilisation à l'hygiène, la formation de brigades de pompiers volontaires, le renforcement communautaire, et l'incubation des nouveaux services.

En 2017 W&L a lancé un projet pilote de réhabilitation des latrines qui teste une nouvelle solution technique, simple et compacte: le système Biofil. La partie liquide des matières des latrines est filtrée avant infiltration dans le sol ou acheminée vers le réseau d'assainissement municipal, la partie solide est retenue et digérée par des vers dans un container situé hors sol, en dessous de la latrine. Cette technologie réduit significativement le volume à stocker, et donc

la fréquence de vidange des fosses, ce qui est crucial dans une ville où les infrastructures de collecte et de traitement des boues issues des fosses septiques sont pour l'instant inexistantes.

En 2017 Water & Life a lancé un projet pilote de réhabilitation des latrines qui teste une nouvelle solution technique, simple et compacte: le système Biofil.

Un bloc de 9 latrines Biofil utilisées par 100 personnes et une latrine individuelle pour 5 personnes ont été installées. De plus, la gestion quotidienne par l'entreprise sociale (maintenance et facture mutualisée) assure la pérennité du projet. Les résultats du pilote ont été satisfaisants et le système sera étendu plus largement à Bhashantek avec la construction d'une centaine de nouvelles latrines en 2019.



Des toilettes à bas coût pour réduire les maladies hydriques

MADAGASCAR / 2016-2018



Un système de franchise pour développer le réseau de boutiques

En 2012, seuls 14% des ménages malgaches disposaient de toilettes hygiéniques et non partagées et 39% pratiquaient la défécation à l'air libre. En cause, le fait que les ménages n'ont pas conscience de l'importance d'avoir des toilettes à domicile, d'autant que les équipements proposés sur le marché sont trop chers, de mauvaise qualité et inadaptés à leurs attentes.

Face à cette situation porteuse de graves conséquences sanitaires et environnementales, le Gret s'est mobilisé pour développer un réseau de boutiques locales, les «sanimarchés» ou Diotontolo en malgache. Les magasins sont gérés par des petits opérateurs locaux qui assurent la production, la vente et la pose de toilettes améliorées à bas coût. Ils sont accompagnés par le Gret sur les aspects techniques, financiers et de gestion, et sur la démarche marketing: publicité radio et télévision, animations de terrain, démarchage commerciale des clients, etc. Tout cela dans le cadre d'une franchise sociale, encadrée par un contrat fixant les rôles et responsabilités de chacun.

Les magasins sont gérés par des petits opérateurs locaux qui assurent la production, la vente et la pose de toilettes améliorées à bas coût.

Avec une montée en puissance progressive qui passe toujours par une étude de marché locale et par l'implication des élus et services techniques locaux (quand ils existent), le réseau compte aujourd'hui plus de 15 opérateurs qui gèrent des magasins dans six régions de Madagascar.

L'objectif est de pérenniser le système en augmentant encore le nombre de boutiques, en amenant peu à peu les opérateurs Diotontolo à prendre en main de manière plus directe le réseau de commerciaux, enfin en confiant le rôle de franchiseur à une structure locale autonome, indépendante du Gret.



Améliorer la stabilité et la résilience des communautés jordaniennes

JORDANIE / 2018-2019 / nouveau



Les familles sont sensibilisées au bon usage de l'eau

La crise syrienne a entraîné un afflux massif de réfugiés dans la région frontalière d'Irbid en Jordanie, avec des conséquences dramatiques et de forts risques de tensions entre communautés hôtes et réfugiés. **Face à une hausse de 40% de la demande en eau, Action contre la Faim mène un programme visant à améliorer la résilience de 13 600 personnes dans 5 communautés: Mazar/Eben, Mazar/Dhaba, Mazar/Juhfiah, Mazar/Rehaha et Taybeh/Deir Esse'neh.**

Le projet prévoit la construction ou la réhabilitation de 22 km de conduites d'eau, la réhabilitation des installations d'eau et d'assainissement (EAH) dans 10 institutions publiques et dans les domiciles de 400 ménages. Ces derniers seront sensibilisés aux bonnes pratiques en matière d'hygiène et de conservation de l'eau. Dix comités de gestion seront également mis en place pour assurer la pérennité de ces installations.

22 km

de conduites d'eau réhabilitées ou construites prévues dans le projet



L'accès aux services essentiels est un enjeu crucial pour les zones rurales vulnérables

L'accès à l'eau et l'assainissement est globalement en progression dans le monde, avec cependant de fortes disparités entre les pays, et au sein des pays, au détriment des zones rurales. Or l'enjeu de l'accès aux services essentiels est crucial dans les zones rurales, où les distances vers les points d'eau ou les centres de santé sont plus longues, où l'eau doit également répondre aux besoins de l'agriculture et du bétail et où l'impact des aléas climatiques est déterminant.

C'est pourquoi il est essentiel de soutenir les initiatives, qu'elles émanent de grandes ONG ou de porteurs de micro-projets, qui s'appuient sur l'implication et la sensibilisation des acteurs locaux et des populations pour mettre en œuvre un accès durable et une gestion pérenne des services d'eau et d'assainissement.

POINTS DE VUE

MARIE-ANGE DEBON

DGA en charge de la France, de l'Italie et de l'Europe Centrale
Administrateur de la Fondation SUEZ



VÉRONIQUE ANDRIEUX

Directrice générale d'Action contre la Faim



Le renforcement de l'accès à l'eau dans les zones rurales améliore significativement la condition des femmes, en termes de santé, de sécurité, d'éducation ou d'accès à des activités rémunératrices, sous réserve qu'elles soient parties prenantes des projets. C'est une dimension transversale des ODD à laquelle nous sommes très attentifs.

La faim ne se réduit pas au manque de nourriture, elle résulte d'un ensemble de facteurs : systèmes alimentaires et de santé défaillants, manque d'accès à l'eau et à l'assainissement, conflits, catastrophes naturelles, dérèglement climatique, statut des femmes, éducation, pauvreté... Le combat contre la faim exige donc une approche globale, dans laquelle les programmes d'accès aux services essentiels sont déterminants.



Le marketing social pour des équipements adaptés à la demande

TCHAD / 2018



Comprendre les enjeux de l'accès à l'assainissement

Dans le cadre de l'appui à la résilience nutritionnelle des populations du District de Mao, situé dans un milieu désertique du Tchad, Action Contre la Faim mène aux côtés de l'Association Sahélienne de Recherches Appliquées pour le Développement Durable (ASRADD) un programme sur 3 ans (de 2015 à 2018) visant à améliorer l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

Il s'agit d'un côté de recourir aux méthodes du « marketing social » - diagnostic des habitudes sanitaires, études de marché, stratégie marketing - pour proposer aux habitants des équipements adaptés à leurs attentes et leurs moyens ; de l'autre de constituer au sein de la société civile un réseau responsable de la sensibilisation à la nutrition et l'hygiène et enfin de procéder à la réhabilitation des forages et points d'eau.

À la question « qui a la responsabilité de l'assainissement dans le ménage » 95 % des enquêtés l'attribuent à la mère contre 3 % au père.

Enquête réalisée en 2016 auprès des habitants du District de Mao



Une approche inclusive et participative à tous les niveaux

BURKINA FASO / 2018-2019 **nouveau**



Les villageois sont partie prenante du projet

Le soutien au projet « Sanya ka Yiriwa » s'inscrit dans le cadre de l'accord signé entre la Fondation SUEZ et l'Agence des Micro-Projets.

L'association Kynarou, basée en France, mène depuis 2018 le programme « Sanya ka Yiriwa » visant à renforcer l'accès à l'eau et l'assainissement pour les 3000 habitants des communes rurales de Satiri et Koundougou au Burkina Faso, où la forte motivation des autorités locales se heurte à l'insuffisance - voire l'inexistence - des équipements, à la faiblesse des moyens techniques et financiers et à la déficience de la gestion. Le programme s'appuie à toutes les étapes de mise en œuvre sur une approche inclusive et participative visant à stimuler une propre prise en charge par les villageois au niveau le plus élémentaire possible et à favoriser l'émergence d'une expertise locale pour les maçons, les hygiénistes et les artisans formés pendant les travaux.



Appui au service public de l'eau, de l'assainissement et des déchets

BURKINA FASO / 2018-2020 / **nouveau**



La maintenance des ouvrages est la responsabilité de tous

L'association Morija, engagée dans l'aide au développement des populations vulnérables d'Afrique subsaharienne depuis 1979, mène un programme d'appui au service public de l'eau, de l'assainissement et des déchets dans les 28 villages de la commune Burkinabé de Nobéré, qui compte environ 60 000 habitants.

Le programme, qui doit durer 3 ans, a démarré par un ensemble d'enquêtes-diagnostic visant à évaluer les connaissances, les pratiques et les besoins des populations, ainsi que le niveau d'acceptabilité des actions et améliorations proposées. Sur ces bases, le projet prévoit la construction de 29 nouveaux forages et la réhabilitation de 20 ouvrages, ainsi que la réalisation de 1130 latrines à usage familial et dispositifs de lavage de main à domicile.

Côté gestion des déchets, pour répondre à la demande majoritairement exprimée de mise en place par la commune d'un système centralisé et payant de collecte des déchets, un programme-pilote a démarré avec l'installation de bennes de collecte des déchets dans des lieux stratégiques du chef-lieu de la commune ainsi qu'auprès des ménages de ce chef-lieu, et avec la construction d'un centre de tri et d'une décharge communale. La réussite du programme dépendra de la volonté de la population d'adopter de nouveaux comportements et de prendre soin des nouvelles installations, ce qui suppose le renforcement des capacités des acteurs locaux ainsi que la mise en œuvre d'actions de sensibilisation grâce à 66 promoteurs d'hygiène formés et équipés pour des séances collectives ou à domicile.

Selon une enquête effectuée auprès de 196 ménages et 80 commerces du chef-lieu Nobéré : 79 % des habitants et 84 % des commerçants sont favorables à la mise en place d'un système payant de collecte des déchets.

Les adductions gravitaires, un système adapté aux contraintes locales

ETHIOPIE / 2018-2019 / **nouveau**

Des Fédérations territoriales d'usagers très impliquées

Le Wolayta, le Gamo Gofa et le Dawro sont des zones montagneuses isolées, qui comptent parmi les zones rurales les plus peuplées d'Éthiopie, au risque de crises alimentaires récurrentes. Plus de 90% des familles y vivent de l'agriculture sur des exploitations de très petite surface et possèdent en moyenne 2 à 3 têtes de bétail. L'accès à l'eau est donc crucial, pour les habitants, comme pour le bétail et les cultures, et les familles consacrent chaque jour un temps précieux pour aller chercher l'eau, et ce pour un volume par personne qui reste très limité.

C'est dans ce contexte qu'Interaide, le seul opérateur en hydraulique rurale présent en permanence dans le secteur, pilote un projet qui cible les communautés isolées de 7 Districts, soit 5 500 familles représentant 33 000 nouveaux usagers. Avec d'une part la réalisation de points d'eau et de dispositifs d'assainissement, associée à la diffusion de messages d'hygiène ; d'autre part, l'appui aux Fédérations territoriales d'usagers

pour diagnostiquer les besoins techniques en maintenance, contrôler les recettes et assurer l'interface entre les usagers et les fournisseurs de services d'entretien.

Les ouvrages réalisés s'appuient sur une technologie simple, durable, écologiquement neutre, facile d'entretien et avec un ratio coût-durabilité optimum.

Les ouvrages réalisés s'appuient sur une technologie simple, durable, écologiquement neutre, facile d'entretien et avec un ratio coût-durabilité optimum : les adductions gravitaires, qui captent l'eau des sources émergeant au niveau des sommets des montagnes et l'acheminent vers des points d'eau, généralement équipés d'une borne fontaine, d'un lavoir et d'un abreuvoir.

La maintenance, un service essentiel

MALAWI / 2016-2018



Les communautés rurales à l'écoute des experts

Si, selon les sources officielles, 84% de la population rurale a accès à un point d'eau protégé au Malawi, ce chiffre tombe à 60% lorsque l'on prend en compte le taux de panne des ouvrages, qui est de 33% à l'échelle nationale. En cause, l'accroissement rapide de la population et une inégalité géographique des infrastructures qui induisent une forte pression sur le bon fonctionnement des ouvrages, d'autant qu'il s'agit souvent de pompes manuelles dont l'entretien nécessite une maintenance régulière (pièces d'usure). **Pour répondre à cet enjeu, Interaide mène un programme soutenu par la Fondation SUEZ depuis plusieurs années, ciblant les communautés rurales de 9 districts afin de mettre en place des services de maintenance de proximité**, qui soient de qualité et abordables, et de renforcer les capacités des acteurs locaux pour garantir la pérennité et l'autonomisation de ces services.

30%
de la population malawite

bénéficiera de services de maintenance permettant un entretien durable de leurs ouvrages.

Améliorer la santé des villageois

BURKINA FASO / 2018-2019 / **nouveau**

Une eau de qualité, des enfants en meilleure santé

L'ONG Solidarité Eau Sud mène dans la commune de Sangouléma un programme visant à renforcer l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et ainsi améliorer la santé des villageois, jusque-là contraints de consommer une eau de très mauvaise qualité et coutumiers de la défécation à l'air libre, avec de lourdes conséquences sur l'assiduité au travail et à l'école, ainsi que sur la mortalité infantile.

La phase 2 du programme se concentre sur l'équipement du centre de santé (6000 consultations par an) et de deux hameaux particulièrement déficitaires en eau (765 habitants), avec la création de points délivrant une eau traitée et de latrines et douches familiales.

Cette phase du projet comporte également une série de mesures d'accompagnement visant, notamment, à renforcer les capacités du village à gérer les installations d'eau et d'assainissement. L'implication du Comité Villageois de Développement, et plus globalement de toute la population, est la clé du succès de ce projet.

Une eau potable à portée de réseau

INDONÉSIE / 2018-2019 / **nouveau**

Faute d'accès à l'eau potable, les habitants d'Urisa, un village papou d'Indonésie qui compte 270 habitants, s'alimentent soit avec l'eau de pluie stockée dans des citernes individuelles sur le toit des maisons, soit, en cas de sécheresse prolongée (comme c'est de plus en plus le cas), en allant en bateau chercher de l'eau de source, située à 9km en amont, pour un coût très élevé et polluant. Face à cette situation et pour protéger l'incroyable biodiversité de la région, **les autorités locales ont sollicité l'ONG HAMAP-Humanitaire et son partenaire technique Experts Solidaires pour mettre en place un dispositif de captage et de filtration d'eau, ainsi qu'un réservoir avec des branchements privés.** L'ONG s'appuie sur un solide réseau de partenaires locaux, qui apportent les uns leur expertise technique, les autres leur capacité à assurer une bonne coordination et appropriation par les villageois.

Les habitants d'Urisa s'alimentent soit avec l'eau de pluie stockée dans des citernes (...) soit en allant en bateau chercher de l'eau de source, située à 9km en amont.



Un système qui simplifie la vie des habitants

Un système innovant simple, peu coûteux, durable et facile à répliquer

PHILIPPINES / 2018-2019



Des infrastructures solides et durables

La région très pauvre des Visayas Orientales, située aux Philippines face au Pacifique, a subi de plein fouet le « Super Typhon Haiyan » qui, en novembre 2013, a provoqué la mort de 7 000 personnes et la destruction d'un million d'habitations. La communauté humanitaire s'est fortement mobilisée. Cependant, faute de moyens suffisants, la réhabilitation des infrastructures, notamment d'assainissement, a été très sommaire, avec de graves conséquences sanitaires.

ACTED Philippines est intervenue pour mettre en place un système d'assainissement simple, durable et peu coûteux, avec une entreprise sociale locale formée à la collecte des matières fécales des latrines familiales, pour les transformer en engrais. La démarche s'appuie sur une approche participative au service du changement durable des comportements.

Ce projet a permis à 90 000 personnes vulnérables habitant la zone de bénéficier d'un service efficace et durable de traitement des matières fécales à un prix abordable, prévenant les risques de défécation en plein air et les risques sanitaires et environnementaux qui en résultent.

Adapter les réponses à des crises humanitaires qui se multiplient et durent

Le World Humanitarian Data and Trends (WHDT) 2018 publié par l'ONU souligne le fait que « Entre 2005 et 2017, la durée moyenne des crises faisant l'objet d'un appel inter-institutions actif est passée de quatre à sept ans, tandis que le nombre de crises actives faisant l'objet d'une réponse internationale a presque doublé, passant de 16 à 30. » Ces crises prolongées, souvent sur fond de conflits insolubles, affectent des communautés entières, avec des phénomènes massifs de populations déplacées ou réfugiées, et mettent en péril les services de base : eau et assainissement, santé, éducation...

Dans ce contexte, la collaboration entre les acteurs humanitaires, les acteurs du développement et les populations bénéficiaires est essentielle pour réduire la vulnérabilité à long terme.

POINTS DE VUE

FRANCK REINHOLD VON ESSEN

Secrétaire du Comité Central européen, Administrateur de la Fondation SUEZ, représentant des salariés



CHARLOTTE PINET

Directrice du Développement et des Partenariats, UNHCR France



Face à la concentration soudaine de populations déplacées ou réfugiées suite à des crises humanitaires, l'accès à l'eau et l'assainissement constitue une des toutes premières priorités, si ce n'est la première. La Fondation SUEZ a la capacité à mobiliser rapidement des moyens pour soutenir ceux qui interviennent dans l'urgence.

Fin 2018, l'Assemblée générale des Nations -Unies a adopté le Pacte mondial pour les réfugiés, par lequel les pays s'engagent, de façon non contraignante, à assumer un partage plus équitable de leurs responsabilités vis à vis des 68,5 millions de personnes déplacées de force dans le monde. Dans ce nouveau cadre, le HCR joue le rôle d'un catalyseur auprès de tous les acteurs engagés.



Faire face à la crise des réfugiés au Soudan du Sud

SOUDAN DU SUD / 2018-2019 / **nouveau**



Le HCR renforce l'accès à l'eau dans les camps

Le Soudan du Sud traverse une crise majeure avec un afflux de réfugiés et plus du tiers des 12 millions de citoyens déplacés, dont plus de 2 millions ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence. **Le HCR (l'Agence des Nations-Unies pour les réfugiés) intervient au sein des camps, en renforçant notamment, via une approche participative, l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement.** Augmentation du taux de couverture des latrines durables; creusement de forages; installation de récupérateurs d'eau de pluie et de robinets « tippy taps »; mise en place de systèmes de gestion des déchets et des eaux grises; distribution de kits d'hygiène, de jerrycans et de tablettes de purification de l'eau; activités de promotion de l'hygiène: tout est mis en œuvre pour réduire l'impact de la crise.

2 millions

de citoyens déplacés ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence



Un appui immédiat pour les déplacés du camp de Salamiya

IRAK / 2018 / **nouveau**



Une situation sanitaire tendue dans le camp de Salamiya

Les équipes d'ACTED interviennent depuis un an dans le camp de Salamiya, en Irak, qui abrite plus de 8 300 personnes déplacées à la suite du conflit de Mossoul.

Le soutien de la Fondation SUEZ a financé, un ensemble d'actions ciblées pour répondre aux besoins prioritaires en eau, hygiène et assainissement, essentiels à la survie des personnes: remplacement d'un pipeline et de centaines de robinets défectueux, démantèlement chaque mois de l'ensemble des 240 fosses d'extraction du camp, évacuation tous les 10 jours des boues du centre de santé primaire, organisation de la collecte des déchets solides, distribution de kits pour bébés, de kits d'hygiène, de kits de ménages et de sacs poubelle. Pour mener à bien ces actions, l'ONG s'appuie sur une main d'œuvre recrutée au sein même du camp.

275

kits d'hygiène distribués et 400 kits pour bébé



Lutter contre l'épidémie de choléra et de maladies liées à l'eau

YEMEN / 2018



Care vient au secours des victimes « oubliées » au Yemen

Selon les chiffres 2018 du Yémen Humanitarian Needs Overview (YHNO), le nombre de personnes ayant besoin d'assistance humanitaire au Yémen atteint aujourd'hui 22,2 millions de personnes, soit 76% de la population, avec un problème majeur: le manque d'accès à l'eau et l'assainissement, qui, associé au déficit des systèmes de santé et à la malnutrition, génère une grave épidémie de choléra et de maladies hydriques. **Face à cette situation catastrophique, l'ONG CARE mène un programme d'urgence dans le district d'Al Buraiqeh (Gouvernorat d'Aden) visant à prévenir la prévalence des maladies** en renforçant en amont les infrastructures d'eau et d'assainissement et en menant des actions de sensibilisation auprès des populations les plus vulnérables. La Fondation SUEZ soutient les victimes des crises oubliées, ou pire, ignorées et a donc attribué une aide d'urgence à une des ONG encore présentes dans le pays dévasté.

76% de la population yéménite

a besoin d'assistance humanitaire sur l'accès à l'eau et l'assainissement



Soutenir le Bangladesh face à la crise des Rohingyas

BANGLADESH / 2017-2018



Dans les camps la survie dépend de l'accès à l'eau

Le 27 août 2017, ce sont plus de 700 000 personnes Rohingyas qui face aux persécutions et violences répétées, ont fui en catastrophe le Myanmar, pour se réfugier au Bangladesh. Face à cet exode, les communautés hôtes, le Gouvernement du Bangladesh et les ONG ont géré une des plus graves crises humanitaires. Avec le soutien important de la communauté internationale, les acteurs locaux et internationaux ont pu apporter les réponses aux besoins d'urgence du plus grand camp de réfugiés au monde. **L'ONG Bangladeshie Friendship intervient depuis octobre 2017 au sein du camp et en particulier dans les zones reculées, touchant 150 000 Rohingyas.** Friendship a rapidement mis en place 13 cliniques et 2 maternités, des systèmes d'assainissement et d'accès à l'eau, de l'éclairage et des centres d'aide post-trauma, notamment pour les femmes et les enfants. L'ONG mobilise 380 personnes sur place. Avec l'aide de la Fondation SUEZ, Friendship a pu mettre en place un spectrophotomètre, assurant ainsi l'assainissement de l'eau.

13 cliniques créées

2 maternités mises en place



Dans le monde entier, l'engagement des collaborateurs bénévoles au service de projets d'aide au développement

68 projets actifs* dans 22 pays :

64% en Afrique
27% en Asie
5% au Moyen-Orient
5% aux Caraïbes

78% Aide au développement
15% Assistance technique
3% Urgence/post-urgence
2% Formation
1% Audit/Evaluation

* au 31/12/2018

41 missions réalisées
986 jours de mission

96 départs en mission
dont

33 femmes
29 primo-partants



Les bénévoles apportent leur assistance technique sur le terrain

Créée en 1994 à l'initiative de salariés du Groupe, Aquassistance est une association de solidarité internationale, reconnue d'intérêt général, qui mobilise l'expertise bénévole des collaborateurs actifs et retraités du Groupe SUEZ. Son action s'organise autour de ses trois domaines de compétences – l'eau, l'assainissement et les déchets – selon deux modes d'intervention : l'aide humanitaire d'urgence et de post-urgence, et l'aide au développement, en conduite intégrée ou en assistance technique.

L'association intervient toujours à la demande des bénéficiaires et dans le cadre de partenariats étroits avec d'autres acteurs du secteur : ONG et organisations humanitaires, collectivités territoriales ou organismes publics d'aide au développement.

Aquassistance s'appuie sur l'expertise de ses Comités Techniques Opérationnels (CTO) chargés d'assurer une veille sectorielle et de capitaliser et diffuser les savoirs, et « essaime » aujourd'hui via la création d'associations-sœurs dans les pays d'implantation du Groupe : Maroc, Espagne, et à terme, USA et Inde.

En près de 25 ans, Aquassistance a contribué à alimenter près de 2 millions de personnes en eau potable et à améliorer les conditions d'hygiène par l'assainissement et la gestion des déchets d'environ 500 000 personnes.

Rohingyas : passer de l'urgence à la post-urgence

BANGLADESH / 2018

En août 2017, plus de 700 000 Rohingyas, dont 55% d'enfants, se sont réfugiés au Bangladesh en l'espace de quelques semaines, déclenchant une crise humanitaire connaissant une importance et un rythme de croissance sans précédent. Première Urgence Internationale (PUI) était parmi les premières ONG présentes dans les camps, notamment aux côtés de Handicap International. Un an plus tard, la crise est passée d'une phase d'urgence aiguë à une phase longue de post-urgence, et PUI a décidé de monter une mission d'évaluation approfondie des besoins des réfugiés et des communautés hôtes. L'ONG a sollicité Aquassistance qui a missionné 2 bénévoles pour renforcer l'expertise WASH (Water, Sanitation & Hygiène).

Thierry Maldonado, responsable produit chez SUEZ Smart Solutions, l'un des bénévoles, décrit ainsi le professionnalisme de cette approche intégrée : « L'organisation est chapeauté au niveau stratégique à Dacca par l'UNHCR, l'IOM (Organisation internationale pour les migrations des Nations-Unies), et le gouvernement du Bangladesh. Au niveau sectoriel, depuis Cox's Bazar, Action Contre la Faim et l'UNICEF en plus du DPHE (Department of Public Health Engineering du Bangladesh) sont les coordinateurs et centralisateurs des actions des ONG sur les problématiques WASH. Toute initiative ou action est partagée au niveau des groupes de travail techniques se réunissant toutes les 2 semaines à Cox's Bazar ».

* région d'accueil des camps de réfugiés Rohingyas



Le mot du référent

Quelques jours après l'installation de l'unité à Sambo, nous y sommes retournés et avons été heureux de constater que tout fonctionnait bien. Les locaux se sont bien appropriés la station et sont bien impliqués dans son utilisation.

MORGANE MORANSAIS

Bénévole Aquassistance et chef de mission urgence à Palu

Mobilisés auprès des victimes du tsunami en Indonésie

INDONÉSIE / 2018



Des installations mobiles pour les populations sinistrées

À la suite du séisme et du tsunami qui ont frappé la région de Palu dans les îles de Célèbes le 28 septembre 2018, l'Indonésie a lancé un appel à l'aide internationale, spécifiant que les équipements de purification d'eau et les générateurs électriques constituaient les priorités absolues, compte tenu du risque d'épidémie. Mobilisée via le Centre de Crise et de Soutien du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Aquassistance a envoyé 2 unités mobiles de potabilisation d'eau dans un avion affrété par la Sécurité Civile et missionné sur le terrain 2 bénévoles qui ont travaillé pendant 3 semaines aux côtés des autorités locales et d'Action contre la Faim Indonesia, leur partenaire sur place. Formation en amont des bénévoles, intervention ciblée et concertée, soutien à distance post-mission : telles sont les clés de la réussite de cette mission, qui « étrennait » le partenariat signé en 2017 par la Fondation SUEZ et Aquassistance avec le Centre de Crise et de Soutien.

L'assainissement et la gestion des déchets, des sujets émergents

TOGO / 2018



Des communautés locales impliquées dans le projet

Dans le cadre de son Plan de Développement Communal, la Mairie de Vogan (environ 17 000 habitants) au Togo mène un projet d'accès à l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets, avec l'appui de l'association SEVES (Systèmes Economiques Viables pour l'Eau aux Suds) et du SYCTOM, l'agence métropolitaine des déchets ménagers d'Ile-de-France. SEVES a démarré avec un ensemble d'enquêtes techniques et sociologiques et, dans ce cadre, a sollicité en 2018 l'assistance technique d'Aquassistance pour l'élaboration des schémas directeurs d'assainissement liquide et solide et des solutions techniques, et la formation des exploitants. Cette demande assez inédite (l'accès à l'eau constituant habituellement la porte d'entrée) témoigne d'une meilleure prise de conscience des enjeux de l'assainissement, dans le cadre des ODD notamment.

De la même façon, la gestion des déchets devient une question cruciale pour les collectivités du Sud et Aquassistance est de plus en plus sollicitée pour apporter son expertise depuis la conception des projets jusqu'à la mise en place des comités locaux de gestion.

Cette diversification des demandes associée à un besoin d'expertises pointues et à un allongement des missions constitue de nouvelles opportunités d'engagement très stimulantes pour les bénévoles.

Renforcer la gestion des déchets dans les villes des pays en développement (PED)



enjeux

La production mondiale de déchets solides a pratiquement doublé au cours des dix dernières années et devrait atteindre 2,5 milliards de tonnes par an à partir de 2025, sous l'effet conjugué du développement urbain, surtout dans les pays en développement, et de l'évolution des modes de consommation. Cette hausse exponentielle constitue une véritable menace environnementale et sanitaire et impose la mise en place d'une gestion durable des déchets, à tous les niveaux: réduction du volume à la source, amélioration de la collecte et du tri, renforcement du recyclage et de la valorisation, installation de décharges mieux encadrées, développement de filières intégrant le secteur informel...

Les défis à relever sont immenses, d'autant que les collectivités des pays en développement ne disposent pas toujours des ressources financières et des compétences nécessaires.

POINTS DE VUE

JEAN-MARC BOURSIER

DGA des Finances et des activités de Recyclage & Valorisation en Europe du nord
Administrateur de la Fondation SUEZ



VÉRONIQUE FAYET

Présidente du Secours Catholique - Caritas France



Dans les villes du Sud confrontées à des dynamiques d'urbanisation accélérée, la gestion des déchets est très problématique, d'autant qu'elle est prise en charge par de nombreux acteurs. L'enjeu est de créer des filières dotées d'une gouvernance capable d'intégrer et de gérer cette diversité d'intérêts, de moyens et de modes d'action, comme le secteur informel dont le rôle est essentiel.

En tant que membre du réseau Caritas Internationalis, l'un des plus grands réseaux de solidarité internationale au monde, le Secours Catholique - Caritas France accompagne d'autres Caritas dans le monde en apportant à leurs projets en faveur de l'inclusion des plus fragiles un appui institutionnel, technique ou financier. Cette visée universelle est au cœur de sa mission.

Une décharge intégrée dans un système communal de gestion des déchets



Agir pour l'Amélioration de la Gestion des Déchets Solides dans les Pays en Développement

FRANCE / 2018-2019



Avec le 1% Déchets, les collectivités françaises s'engagent

En septembre 2014 était promulguée la loi autorisant les collectivités locales à mener des actions de solidarité internationale dans le domaine des déchets, dans la limite de 1% des ressources affectées à ces budgets. Cependant les projets restent rares et souvent peu adaptés aux besoins. **Face à ce défi, un consortium d'associations dont GEVALOR s'est réuni pour lancer début 2017 le programme «Agir pour l'Amélioration de la Gestion des Déchets Solides dans les PED (PA-GEDS)»,** avec trois objectifs: informer

et mobiliser les collectivités françaises; accompagner le lancement effectif de projets 1% déchets; fournir aux collectivités et à leurs partenaires une information fiable sur les enjeux et les solutions techniques, financières et organisationnelles.

Pour démarrer, l'équipe a élaboré et diffusé argumentaires et outils d'information, et travaillé à la mobilisation plus ciblée des collectivités des régions Auvergne-Rhône-Alpes et Centre-Val de Loire. À partir de là, des

diagnostics ont été effectués qui ont permis d'identifier les leviers et les blocages face au 1% déchets: méconnaissance des enjeux et/ou freins politiques et financiers.

Trois objectifs: informer et mobiliser les collectivités françaises; accompagner le lancement effectif de projets 1% déchets; fournir aux collectivités et à leurs partenaires une information fiable sur les enjeux et les solutions techniques, financières et organisationnelles.

Les partenaires du projet se sont également engagés auprès de 10 collectivités françaises pilotes pour appuyer leur stratégie 1% déchets. Les unes, comme la Région Nouvelle Aquitaine, demandent un accompagnement des collectivités partenaires du Sud pour une meilleure définition de leurs projets; d'autres expriment le besoin d'un accompagnement technique ou un soutien dans la recherche de partenaires financiers ou opérationnels, ou encore dans la stratégie d'identification et de mobilisation des partenaires.

Enfin, la rédaction de documents de capitalisation sur la gestion des déchets dans les PED et de fiches techniques a démarré, avec notamment la finalisation d'un premier guide sur la prise en compte du secteur informel dans les projets. La Fondation SUEZ et les experts SUEZ associés sont très attachés à la qualité du travail réalisé pour promouvoir le 1% déchets afin de lancer des projets consistants, réalistes et améliorant les conditions de vie des habitants.



Le mot du référent

Le projet de Gevalor repose sur de solides fondations en termes d'outils, de moyens humains et d'encadrement. Le partenaire local, ENPRO, apporte une vision sur le long terme et emploie 100% de salariés locaux.

SÉBASTIEN CHARLES

Responsable technico-commercial, SUEZ Organic, Référent du projet Gevalor «Africompost» au Togo



Vers un système global de gestion des déchets économiquement viable

SÉNÉGAL / 2015-2018



Des résultats qui sont déjà probants

Au Sénégal, **Caritas Kaolack a démarré en 2011 la création d'un système de gestion des déchets** pour les 3 communes de Gandiaye, Kahone et Keur Madiabel (35 000 habitants), jusque-là coutumières du rejet des ordures sur la voie publique, faute de moyens et aussi d'en mesurer les méfaits sanitaires et environnementaux. Instauration d'un système de collecte par charrettes, implication des acteurs de la société civile et des collectivités locales, sensibilisation des habitants, création de 3 déchèrges : les premiers résultats sont probants. Caritas Kaolack renforce aujourd'hui le dispositif, avec l'appui de GEVALOR, en mettant l'accent sur le tri et le recyclage des déchets, afin d'une part de financer les emplois et le fonctionnement du système, d'autre part de réduire le volume final de déchets en décharge.

181 OSC (organisations de la société civile) ont été créées et structurées en organes de gestion de l'environnement.

70%

pourcentage visé de ménages abonnés au système de collecte



Renforcer les opérateurs locaux de la gestion des déchets

TOGO / 2017-2018 / **nouveau**



De petits opérateurs assurent la pré-collecte des déchets

La gestion des déchets produits par les habitants de 3 quartiers du 5^e arrondissement de Lomé (soit 19 200 tonnes par an) est assurée via un système à deux maillons : la précollecte, grâce à des opérateurs locaux qui collectent les déchets auprès des ménages abonnés pour les apporter jusqu'au site de compostage où une bonne partie est valorisée ; puis la collecte des déchets restants transportés jusqu'au nouveau CET (Centre d'enfouissement technique) de la ville. **GEVALOR mène un programme de sensibilisation auprès des ménages, de renforcement des capacités des pré-collecteurs et d'appui à la démarche entrepreneuriale de l'opérateur local ENPRO**, dans l'objectif d'augmenter le nombre d'abonnés et le taux de paiement, d'améliorer la qualité du service et, *in fine*, de consolider la pérennité du dispositif. À ce jour, l'activité de pré-collecte et de compostage permet de réduire de 70% la charge de déchets à collecter et enfouir. Les 3 pré-collecteurs et l'opérateur ENPRO emploient entre 70 et 80 personnes dont 55 agents issus des populations les plus défavorisées.

70%

réduction des déchets à collecter et enfouir grâce à la précollecte



Susciter l'adhésion et l'implication de toutes les parties prenantes

CONGO / 2017-2018



Une ambition forte pour la ville de Dolisie

À Dolisie, une ville de 100 000 habitants en forte expansion démographique, **le GRET pilote le déploiement d'un système de collecte des déchets** touchant à terme 60 000 habitants, résidant principalement dans des quartiers informels.

Le GRET met particulièrement l'accent sur la formation des acteurs (Mairie, conseil municipal, directions départementales, société civile) et leur implication dans la prise de décisions, sur la sensibilisation des habitants, sur la création d'emplois pour les jeunes touchés par le chômage, enfin sur l'acceptation sociale et économique des solutions proposées, qui est la clé de la pérennité du dispositif.

C'est ainsi qu'un système différencié de pré-collecte a été instauré, avec camions-bennes ou chariots selon les spécificités techniques des quartiers et les moyens économiques des usagers.

60 000

habitants vont bénéficier d'un système de collecte des déchets



Un réseau d'Ecopoints pour la ville de Beira

MOZAMBIQUE / 2015-2018



Les chiffonniers informels sont intégrés dans le dispositif

L'Association Mozambicaine de Recyclage (AMOR) a été fondée en 2009 afin d'organiser et de promouvoir le recyclage au Mozambique, en agissant sur quatre leviers : l'installation d'infrastructures, la sensibilisation de la population et auprès du gouvernement pour faire avancer la législation, enfin le développement d'un modèle économique viable. Parmi les réalisations du programme, la mise en place à Maputo et Matola d'un réseau d'«Ecopoints», des containers aménagés en points d'apport volontaire de résidus recyclables séparés dont la plupart sont achetés au poids ; et le travail avec les écoles, qui sont récompensées avec du matériel scolaire et sportif en fonction des quantités de matériel recyclable qu'elles collectent.

Fort de cette expérience, l'association a développé de 2015 à 2018 un programme similaire à Beira, la 3^e ville du pays qui compte plus de 600 000 habitants et produit 350 tonnes de déchets par jour. Avec un double objectif : l'ouverture de 5 Ecopoints économiquement viables dans 5 quartiers de Beira, gérés par les Comités de Quartier, et la sensibilisation

Il est intéressant de voir que les Ecopoints qui fonctionnent le mieux sont ceux qui sont emmenés par la dynamique des équipes qui permet de surpasser les éventuelles limites pratiques qu'ils rencontrent.

au recyclage de 10 écoles (soit 20 000 enfants), avec l'installation d'Ecopoints dans les établissements. Enfin, grâce à un accord signé avec la Municipalité, AMOR a permis la création d'un Centre de Transfert et de Recyclage aujourd'hui géré par une entreprise du secteur privé, premier acheteur de matériel recyclable dans la région et principal client des Ecopoints créés. La clé de la réussite du projet réside dans la mise en réseau d'acteur clefs du secteur et la mise en place d'un accompagnement soutenu des associations impliquées, afin de stimuler leur engagement. L'association la plus productive collecte aujourd'hui plus de 10 000kg de matériel recyclable par mois.



Bâtir une chaîne de valeur durable

MADAGASCAR / 2018-2020 / **nouveau**



Une filière se développe dans les quartiers précaires

L'accroissement rapide de la population associé à des services publics saturés fait d'Antananarivo l'une des villes les plus polluées au monde. Pour enrayer ce fléau, **l'ONG Positive Planet international (PPI) mène un projet visant à renforcer et développer le système de gestion des déchets** dans 30 quartiers précaires de la ville (260 000 personnes). La démarche vise également à consolider le statut économique et social des acteurs de la filière, via l'accès à un emploi intégré dans une chaîne de valeur structurée et à un dispositif de micro-assurance santé. Le projet repose sur la création de microentreprises dédiées à la valorisation des déchets solides et le renforcement des structures municipales d'accès aux services socio-économiques.

4 500

personnes environ bénéficient d'une couverture santé

6 micro-entreprises créées dans le secteur de la valorisation des déchets solides



favoriser l'insertion
par l'emploi
et la formation



Travailler pour être
plus autonome et
retrouver sa dignité



LE CHIFFRE

**+ DE 8
MILLIONS
DE PERSONNES**

vivent aujourd'hui en France,
sous le seuil officiel de pauvreté fixé
à 1015 € mensuel selon l'INSEE.

LE CHIFFRE

**4
MILLIONS
DE PERSONNES**

mal logées ou privées de domicile
en France en 2018

Fondation Abbé Pierre

**Restituer
à l'homme sa dignité,
voilà
le grand secret.**

ABBÉ PIERRE,
fondateur d'Emmaüs

Un nouveau métier
pour un nouvel avenir

Depuis dix ans, le nombre de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté en France augmente.

Cette précarité monétaire entraîne ceux qui en souffrent dans un cercle vicieux d'insécurité qui peut toucher tous les pans de la vie : l'emploi, le logement, la santé, l'éducation, les droits civiques..., au risque de les enfermer dans des situations d'exclusion dont il est difficile de sortir. D'autant que les parcours d'insertion sont souvent très complexes, éclatés et finalement peu adaptés aux ressources et aux besoins des publics les plus fragiles auxquels ils s'adressent.

Les associations jouent un rôle déterminant en faisant le lien entre les acteurs publics de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion et les personnes concernées. Très insérées dans le tissu local et très impliquées dans la réalité quotidienne des personnes, elles ont la capacité à déployer des solutions, souvent innovantes, adaptées à la diversité des besoins et centrées d'abord sur la reconstruction des personnes.

CONTRE L'EXCLUSION :
DES APPROCHES DIFFÉRENTES



favoriser l'insertion par l'emploi et la formation

enjeux



Innové, expériménter, modéliser

Les acteurs de l'insertion agissent sur le terrain, à l'épreuve des réalités de l'exclusion et de l'évolution des besoins. Ils sont ainsi engagés dans une logique d'expérimentation et d'innovation et contribuent à l'émergence de nouveaux modèles, que ce soit au niveau local ou national, via une dynamique d'essaimage ou d'intégration dans les politiques publiques.

Accompagner leur prise de risques est essentiel pour trouver des réponses plus pérennes et rapides et, souvent, changer d'échelle. C'est le sens du soutien de la Fondation SUEZ à des projets très innovants : insertion via l'entrepreneuriat soutenu par le micro-crédit, rapprochement entre entreprises et publics qui en sont très éloignés, comme les réfugiés ou les chômeurs de longue durée, insertion grâce aux structures à but d'emploi, management inclusif...

POINTS DE VUE

AXELLE DAVEZAC
Directrice Générale
de la Fondation de France,
Administratrice
de la Fondation SUEZ



CHARLOTTE HOCHMAN
Fondatrice de PLACE

Notre société montre des signes de fragilité des personnes, mais aussi des marques d'affaiblissement du collectif, c'est pourquoi il est urgent de nous mobiliser pour favoriser l'émergence de nouveaux modèles de solidarité et soutenir les acteurs qui ont choisi de s'engager pour bâtir ensemble une société plus inclusive.

«Être un homme» selon Antoine de Saint-Exupéry consiste à «sentir, en posant sa pierre, que l'on contribue à bâtir le monde». Cette conviction inspire le projet pilote Place qui vise à immerger, dès leur arrivée en France, des réfugiés et migrants dans des formations et ateliers où ils démontreront leur capacité à prendre des responsabilités, à entreprendre, à innover. C'est une création de valeur pour leur pays d'accueil.



Pérenniser un centre d'hébergement atypique au cœur de Paris

FRANCE / 2018-2019



L'équipe de la Péniche du Cœur est sur le pont H24

Amarrée au pied du Jardin des Plantes depuis 1995, seul hébergement d'urgence au cœur de Paris, la Péniche du Cœur est un centre créé par les Restos du Cœur qui accueille des hommes majeurs isolés et sans-abri. Animé par environ 170 bénévoles et une équipe salariée (sociale et support), le centre propose aux personnes, durant quatorze mois en moyenne, un repas, un lit, et un accompagnement vers la réinsertion. **Au moment où l'hébergement d'urgence fonctionne à flux très tendu à Paris, la pérennité des 70 places de la Péniche est vitale.** Ce qui exige la remise aux normes sanitaires et environnementales des installations. Dans le cadre du soutien de la Fondation et aussi grâce au mécénat de compétences, deux stratégies techniques sont à l'étude et un accompagnement à maîtrise d'ouvrage est mis en place. L'objectif est de préparer la venue de la prochaine péniche dont l'aménagement permettra de meilleures conditions d'accueil et notamment l'ouverture en H24.

1995 date d'ouverture de la Péniche du Cœur

170 bénévoles



Stimuler les réponses ambitieuses des chômeurs de longue durée

FRANCE / 2017-2021



Des activités répondant à des besoins de proximité

En 2017, à l'initiative d'ATD Quart Monde, démarrait dans le cadre d'une loi d'expérimentation la démarche : «Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée». **L'objectif est de montrer, évaluation à l'appui, qu'il est possible à l'échelle d'un territoire, sans surcoût pour la collectivité, de proposer à tout chômeur de longue durée qui le souhaite, un CDI à temps choisi, en développant et finançant des activités répondant à des besoins de proximité non satisfaits.**

À Villeurbanne (69), c'est l'association «Booster de Saint-Jean» qui développe



Le mot du référent

Ce projet finance durablement des emplois utiles pour les territoires, non concurrentiels des structures locales et intègre des personnes exclues du monde du travail. C'est une innovation sociale importante.

CATHERINE SAVEY

Déléguée Générale de la Fondation Terre d'Initiatives Solidaires et Directrice Communication Adjointe SUEZ Centre Est, Référente du Projet

L'expérimentation, aux côtés de l'EBE (Entreprise à but d'emploi) EmerJean qui emploie les salariés. Parmi ses actions, les «groupes utiles» réunissant des habitants, des demandeurs d'emploi et des salariés d'EmerJean. Objectif : faire émerger des idées innovantes de travaux utiles au quartier, en étudiant la faisabilité puis incubant les projets jusqu'à leur mise en œuvre par EmerJean ou d'autres acteurs du quartier. Par exemple : aide à la marche pour les seniors du quartier, lavage de véhicules professionnels, table d'hôte de quartier... Le dispositif s'appuie sur la formalisation d'une méthode d'animation des groupes, préalable à la bonne marche des activités et à leur déploiement sur d'autres «Territoires Zéro Chômeur».

À Jouques (13), l'expérimentation est portée par l'EBE «Elan Jouques», avec 49 salariés investis dans cinq secteurs d'activités, liés à leurs compétences : la recyclerie, le tourisme, le multi-services, l'agroforesterie et l'atelier bois, et la gestion de la structure. Les résultats sont satisfaisants, puisque presque tous les chômeurs de longue durée ont été embauchés, mais il reste à pérenniser une organisation à la fois adaptée aux salariés, efficace pour le développement de l'emploi et garante de l'équilibre financier.



Essaier le modèle de l'entreprise «incluante»

FRANCE / 2018-2019 / nouveau



Un atelier pour mutualiser et diffuser les bonnes pratiques

En 2002, ATD Quart-Monde crée TAE (Travailler et Apprendre Ensemble), une entreprise solidaire expérimentale poursuivant un objectif de viabilité économique associé à des principes inédits dans le système classique : le CDI pour tous, la plus grande mixité possible des salariés, le refus absolu de licenciement.

Seize ans plus tard, TAE est devenue une véritable «entreprise incluante», prête à diffuser ses bonnes pratiques à toutes les organisations qui le souhaitent. Un appui bienvenu pour les dix Entreprises à But d'Emplois (EBEs) créées en 2017 dans le cadre de l'expérimentation «Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée» dont les responsables doivent se familiariser avec le «management inclusif».

Alternant visites sur le terrain et ateliers collectifs d'apprentissage et de mutualisation, le soutien de la Fondation contribue à consolider la croissance des EBEs, notamment en réduisant le turnover des dirigeants et en leur donnant les mêmes clés de management.



L'ADIE, une institution pionnière de l'inclusion économique

FRANCE / 2018-2019 / nouveau



L'ADIE accompagne les micro-entrepreneurs de Seine Saint-Denis

En 1989, Maria Nowak créait l'ADIE pour développer le microcrédit en France. C'était totalement inédit, et pourtant basé sur une idée simple, aider les plus pauvres à créer leur propre entreprise et donc leur emploi, en leur proposant ce qui leur était inaccessible : un crédit bancaire et un accompagnement. Aujourd'hui, fidèle à cette dynamique d'innovation, l'ADIE développe des dispositifs de proximité adaptés au fort potentiel entrepreneurial des populations en situation d'exclusion en Seine-Saint-Denis, notamment les jeunes et les femmes victimes de multiples freins socio-culturels et économiques. En amont, en partenariat avec les acteurs sociaux du territoire, le programme « Je deviens entrepreneur », aide les candidats à formuler et monter leur projet. En aval, les « Ateliers des Solutions » proposent aux créateurs des outils très pragmatiques pour consolider leur entreprise.

136 bénéficiaires soutenus par la Fondation SUEZ
dont **65%** de femmes



Favoriser l'empowerment des réfugiés en Europe

FRANCE / 2017-2018 / nouveau

Les migrations peuvent constituer une opportunité de développement pour l'Europe : telle est la conviction du réseau PLACE créé en 2017. **PLACE organise des « laboratoires d'innovation » rassemblant des personnes réfugiées ou migrantes de tous horizons et impliquant des membres de la société d'accueil désireux d'accompagner la démarche.** L'objectif est d'inciter les migrants et réfugiés à créer des projets apportant des réponses innovantes aux problèmes qui les entourent. Et ainsi à



Des migrants et des réfugiés qui veulent créer et innover

devenir des acteurs économiques intégrés dans leur pays d'accueil. La réussite de ces ateliers passe par le déploiement d'une culture de collaboration ouverte, animée par des leaders, les « catalyistes », des personnes elles-mêmes migrantes ou réfugiées, formées à cet effet. Le réseau organise également des prises de parole publiques visant à faire entendre cette autre voix de la migration et à convaincre les futures parties prenantes des projets. Cette initiative unique en son genre bénéficie d'un système rigoureux de suivi et d'évaluation.



Une plateforme 2.0 pour l'emploi des réfugiés

FRANCE / 2017-2018 / nouveau



Les demandeurs d'emploi découvrent le dispositif AeRé

Afin de favoriser l'insertion économique des réfugiés en France, l'association AERé a créé une plateforme mettant en relation les réfugiés en recherche d'emploi et les employeurs potentiels. Or, à ce jour, aucun dispositif n'existe en France pour aider, de manière systématique, les entreprises à recruter des réfugiés. C'est pourtant la clé de la réussite de la démarche. **Le projet « AERé Mobilisation Entreprises », salué au niveau européen par l'OCDE et le HCR, vise à informer les entreprises sur les modalités d'embauche des réfugiés, les sensibiliser aux bénéfices de la diversité, les aider à mettre en place une politique d'intégration, les inciter à utiliser la plateforme AERé, et jouer pour celles qui le demandent le rôle de chasseur de tête.** Sur 26 428 demandeurs d'asile adultes acceptés en 2016, environ 10 à 15 000 ont cherché un emploi. À un horizon de cinq ans, AERé ambitionne de répondre à au moins 50 % des demandes.

26 428

demandeurs d'asile adultes acceptés en 2016



L'acquisition des compétences, pilier de l'insertion durable

Les dispositifs d'insertion ou de réinsertion ont vocation à favoriser la remobilisation psychologique, sociale et professionnelle des personnes prises dans l'engrenage de la précarité, de la marginalisation et de l'exclusion. Ils passent nécessairement par l'acquisition de compétences. Soit des compétences de base, transverses, qui relèvent d'un accompagnement global de la personne : estime de soi, maîtrise de la langue et des codes socio-culturels, travail en équipe, autonomie... ; soit des compétences métiers directement transférables sur le marché de l'emploi.

Maraîchage biologique, agriculture urbaine, services à la personne, métiers du recyclage, quel que soit le support choisi, tous les projets soutenus par la Fondation SUEZ intègrent ces deux volets.

POINTS DE VUE

BERNARD GUIRKINGER
Délégué régional
du Groupe SOS, région Est
Administrateur
de la Fondation SUEZ



FRÉDÉRIC LAUPRÈTRE
Directeur de Bail pour Tous



La lutte contre la précarité sociale, pour être efficace, doit s'appuyer sur des projets d'insertion ancrés dans les territoires, c'est à dire menés en concertation avec les acteurs locaux de l'insertion et cohérents avec les attentes des employeurs et les besoins en compétences à court et moyen termes sur les métiers en tension.

La Ferme du Rail rassemble des personnes en rupture sociale et qui seront rejoints par des étudiants en horticulture qui y développent une large palette d'apprentissages liés à l'agriculture urbaine. L'acquisition de compétences y est à la fois orientée vers l'employabilité future et ciblée sur les besoins exprimés par les habitants et les associations du quartier, ce qui renforce la mobilisation des personnes en insertion.



Pour une insertion socio-professionnelle vraiment réussie

FRANCE / 2017-2019



Promofemmes a reçu en décembre 2018 le Prix de la Laïcité de la République Française, remis chaque année par l'Observatoire de la Laïcité.

L'association bordelaise Promofemmes soutient l'intégration des femmes d'origine étrangère, avec un axe prioritaire, l'insertion socioprofessionnelle (ISP). À la suite d'un diagnostic effectué en 2017, l'association a réajusté sa démarche : pour les femmes ayant une bonne maîtrise de la langue et un bon niveau scolaire, l'association cible son offre de formation sur les métiers de l'« Aide aux personnes âgées » et de la « Propreté et petite enfance », en s'appuyant davantage sur les partenaires et employeurs du territoire ; pour celles qui souffrent de freins culturels et linguistiques forts, l'association organise des ateliers collectifs de « Découverte du monde du travail en France » et propose des formations au métier d'« Agent de service ». Enfin, toutes les participantes bénéficient d'actions visant à lever les freins à l'emploi : apprentissage de la langue, accès aux droits, séparation avec les enfants, etc. **En 2018, 90 femmes ont été accueillies en entretien individuel et ont bénéficié d'un suivi vers l'emploi, 27 ont suivi avec succès une formation et parmi elles la majorité a trouvé un emploi.**



Un jardin d'insertion pour se réconcilier avec le travail

FRANCE / 2017-2019



Chaque salarié bénéficie d'un accompagnement personnalisé

Créé en mai 2017, Arozoaar est un chantier d'insertion en maraîchage biologique installé sur la Ferme du Mont d'Or au Thou (17) et adhère au Réseau Cocagne, qui regroupe plus de 100 Jardins de Cocagne en France. **Arozoaar accueille et accompagne sur un parcours de deux ans des personnes éloignées de l'emploi et ainsi, les conduit vers un emploi durable ou une formation qualifiante.**

Après avoir finalisé l'implantation et l'équipement du site de production, le chantier emploie aujourd'hui quatorze salariés en insertion et les résultats à la fin de première année sont prometteurs avec un fichier de 100 adhérents qui viennent chaque semaine chercher un panier de légumes et un bon ancrage local. Le potentiel de développement est important, au niveau des particuliers mais aussi des magasins bio, des écoles et des collectivités, au point que l'offre peine à suivre la demande ! « Notre approche est 'd'accompagner' et non de 'faire à la place'. La première mission du Jardin est d'apporter un cadre bienveillant et positif qui permet aux personnes de reprendre

La première mission du Jardin est d'apporter un cadre bienveillant et positif qui permet aux personnes de reprendre confiance en elles et de se remettre dans une dynamique de projet professionnel.

confiance en elles et de se remettre dans une dynamique de projet professionnel. Près de la moitié ont vécu une expérience négative (voire traumatisante) dans leur travail et ont besoin de 'se réconcilier' avec le travail», explique un des responsables. Au quotidien les salariés sont encadrés par un chef de culture, une encadrante et un accompagnateur socio-professionnel. Pour les deux prochaines années, l'objectif est d'atteindre un taux de sorties dynamiques de 50% et près de 200 adhérents.



Une formation immersive dans des fermes agro-écologiques

FRANCE / 2018-2019 / nouveau



Les « Fermes d'avenir » accélèrent la transition agricole

L'association Fermes d'Avenir, engagée dans la transition agricole, projette d'installer, d'ici 2030, 25 000 petites exploitations en agro-écologie, et pour cela de recruter et former environ 100 000 personnes. D'où l'idée du programme « Compagnonnage Réfugiés », soutenu par la Direction de l'Asile du Ministère de l'Intérieur et monté conjointement par Fermes d'Avenir et le Secteur Solidarités du GROUPE SOS, qui accueille dans ses structures près de 2000 réfugiés et migrants, dont 10% se disent « agriculteurs » ou « ayant une expérience agricole ».

Les « compagnons », accompagnés par des tuteurs, suivent un parcours d'un an de ferme en ferme pour apprendre les métiers du maraîchage agro-écologique, tout en renforçant leur maîtrise du français et des codes socio-culturels. Enfin, à la sortie, leurs compétences sont reconnues via une démarche de badges numériques, dits "Open Badges".

100 000

personnes recrutées et formées en agro-écologie d'ici 2030



Un modèle vertueux au service de l'emploi durable

FRANCE / 2016-2018

L'association « Rejoué » mène depuis 2012 une démarche originale qui combine impact environnemental et impact social : **le principe est de s'appuyer sur une activité de collecte/revalorisation/revente de jouets usagés, pour proposer à des personnes en grande précarité des parcours d'insertion vers un emploi durable ou une formation qualifiante.** L'association emploie aujourd'hui 30 salariés en insertion, dont 60% de femmes.



La revalorisation des jouets, un tremplin vers l'emploi

L'apprentissage s'articule autour de cinq métiers : agent de collecte, agent de tri, agent de valorisation, agent de contrôle et vendeur, permettant d'acquérir des compétences spécifiquement adaptées aux besoins du marché de l'emploi. Depuis 2012, 115 personnes ont bénéficié du dispositif, avec un taux de sortie vers la vie active de 60%.

30

salariés en insertion en 2018

115

bénéficiaires du dispositif depuis 2012



L'agriculture urbaine, un champ ouvert d'acquisition de nouvelles compétences

FRANCE / 2016-2019



Le compost est la première activité mise en place

En 2016, dans le cadre de l'appel à projets « Réinventer Paris », démarrait rue de l'Ourcq (XIX^e) la Ferme du Rail, **un programme visant à héberger, former et accompagner vers l'emploi durable des personnes en grande précarité, dans un espace ouvert dédié à l'agriculture urbaine.**

Portée par une équipe de partenaires co-engagés (promoteur, maître d'œuvre, acteurs de l'insertion, habitants et associations de quartier, ...), la Ferme du Rail prévoit la construction d'un Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale de 15 logements et d'une résidence sociale pour étudiants de 5 logements, ainsi que la construction d'une serre de production, de locaux d'activité agricole et d'un restaurant, qui seront le support des activités de réinsertion. Les personnes accueillies, en grande précarité, sont impliquées dès la phase de construction puis appelées à se former aux métiers de l'agriculture urbaine et à la gestion des espaces verts, sous la responsabilité de l'association Travail et Vie. En 2018, 8 ETP (Equivalents temps plein) en insertion ont bénéficié du dispositif. Première activité mise en œuvre, le compost, qui permet d'assurer une réduction volontaire et sélective des biodéchets pour les riverains de la Ferme tout en favorisant la création de sols fertiles à la Ferme du Rail. Cette logique vertueuse d'ouverture sur le quartier, d'économie circulaire et de développement des compétences illustre parfaitement l'esprit et la finalité du projet. Un projet soutenu par la Fondation, tant dans la dimension financière qu'en mécénat de compétences sur les volets de dépollution des sols et de production du compost.



Le mot du référent

Ce projet est novateur, ambitieux pour le développement de l'agroécologie en France, de la formation, de l'emploi et il répond à l'enjeu migratoire.

FRÉDÉRIQUE GUILLIOD
Responsable commercial clients Pro, SUEZ Eau France, Référente du projet Fermes d'Avenir



Des bénéficiaires appelés à devenir acteurs de leur insertion

La réussite des parcours d'insertion ou de réinsertion passe par la participation active des bénéficiaires. Ce qui suppose d'abord un accompagnement humain, basé sur l'écoute, la bienveillance et la confiance, qui envisage chacun dans la singularité de son rythme, de ses désirs et de ses capacités.

C'est sur cette base que les personnes peuvent progressivement se reconstruire et se projeter dans l'avenir. Et enfin devenir responsable de leur progression vers l'insertion et l'emploi.

Les projets soutenus par la Fondation SUEZ privilégient l'instauration de relations constructives, que ce soit par des systèmes de tutorat ou de parrainage, d'auto-évaluation ou une démarche d'échange « les mains nues » avec les personnes de la rue.

POINTS DE VUE

MARIE TRELLU-KANE
Présidente co-fondatrice
d'UNIS-CITE, Conseillère au
Conseil économique, social
et environnemental (CESE)
Administrateur de la Fondation SUEZ



RÉMI TRICARD,
Directeur d'Emmaüs Défi

Les personnes accompagnées vers l'insertion arrivent chacune avec une histoire et des fragilités différentes. C'est pourquoi il n'existe pas de solutions toutes faites. Chaque parcours d'insertion, tout en s'inscrivant dans un cadre solidement orienté vers l'employabilité, doit prendre en compte la singularité de chacun. C'est un point essentiel pour la Fondation.

Notre volonté est de redonner durablement une place digne aux grands exclus, ce qui exige d'adapter nos réponses à l'extrême diversité des personnes accueillies. Les injonctions opérationnelles sont bien sûr présentes, et nous sommes attentifs à développer des partenariats avec les entreprises ou à faire évoluer les cadres réglementaires, mais notre boussole est l'accompagnement personnalisé de chacun.



Un coup de pouce contre les discriminations à l'embauche

FRANCE / 2017-2018



En 2018, environ 250 femmes ont participé aux ateliers avec un taux de réussite aux entretiens d'embauche de 70%.

La Cravate Solidaire est une association qui, en partenariat étroit avec des structures d'insertion, intervient auprès des personnes en recherche d'emploi en bout de chaîne, c'est à dire au moment où elles sont prêtes à passer des entretiens d'embauche, mais maîtrisent peu les codes de l'entretien : tenue et look adéquats, confiance en soi ou discours.

L'association propose des ateliers spécifiques à destination des femmes. Au programme de ces rencontres individuelles, ludiques et bienveillantes : **accueil de la candidate et échange sur ses freins à l'emploi, choix avec un coach en image d'une tenue et d'un maquillage appropriés, simulation d'un entretien d'embauche, séance de photo professionnelle pour le CV et pour un souvenir du passage en atelier.** En 2018, environ 250 femmes ont participé aux ateliers avec un taux de réussite aux entretiens d'embauche de 70%.

Le soutien de la Fondation a permis d'accompagner 60 d'entre elles.



Un atelier de couture pour se tisser une nouvelle vie

FRANCE / 2018-2019 / nouveau



Les participantes présentent leurs créations lors d'un défilé

Selon les estimations, plus de 90% des personnes prostituées dans la rue en France sont étrangères, et généralement sous l'emprise d'un proxénète ou de réseaux d'exploitation. Enfermées dans une situation très vulnérable et précaire, elles souffrent de problèmes majeurs : exposition au risque de transmission VIH/IST, surexposition aux drogues et à l'alcool, état dépressif, isolement, violences multiples... **Les aider à sortir de cet engrenage est une des missions de l'association**

«Aux Captifs la Libération» qui, depuis plus de 35 ans, va, dans un climat de bienveillance et de confiance, à la rencontre des personnes prostituées de la rue à Paris. L'objectif étant de les accompagner sur un chemin progressif de sortie de la rue et de réinsertion par l'emploi.

En 2017, l'association a démarré un atelier de couture qui accueille trois fois par semaine une dizaine de jeunes femmes. Elles y acquièrent des compétences en couture tout en regagnant

peu à peu confiance, estime de soi et capacité à s'émanciper du réseau de traite. La formation est couronnée par l'organisation de défilés de mode présentant les créations des participantes et complétée par des cours de français, des ateliers de préparation à la recherche d'emploi et de gestion de budget et des cours d'informatique.

«Nous constatons toute la fécondité d'une activité préprofessionnelle et professionnelle tant pour une future insertion professionnelle que pour le process de reconstruction de la personne elle-même», se félicitent les responsables de l'association.

Plus de 90% des personnes prostituées dans la rue en France sont étrangères, et généralement sous l'emprise d'un proxénète ou de réseaux d'exploitation.



Apprendre un métier pour sortir de la prostitution



Le mot du référent

Avec une expérience de près de 36 ans, Aux Captifs la Libération est reconnue par ses parties prenantes pour son professionnalisme et assure la pérennité du projet.

ERIC DE LA GUERONNIÈRE,
Directeur Waste & Water learning, SUEZ Group



De la prison à l'emploi, un chemin de reconstruction

FRANCE / 2018-2019 / **nouveau**



À l'écoute des besoins de chaque candidat

Pour lutter contre la récidive, très élevée en France, Justice 2^{ème} Chance (J2C) propose aux personnes sorties de prison ou sous main de justice, un parcours de réinsertion individualisé et adapté à leur profil, avec le soutien d'un parrain bénévole. L'association travaille en partenariat avec l'Administration pénitentiaire et tous les acteurs du territoire, en particulier les entreprises. Très éloignées du monde carcéral, leur engagement est cependant déterminant.

J2C, qui intervient depuis 2014 sur les départements 75 et 93, prépare l'extension de son périmètre d'action en 2019 aux départements 78, 92 et ultérieurement aux départements 91 et 94 où sont implantés deux grands établissements pénitentiaires: Fleury-Mérogis et Fresnes. L'objectif, à horizon 2020, est d'accompagner plus de 200 candidats sur les 6 départements.

60%

En France, plus de 60 % des personnes sorties de prison y retournent dans les 5 ans



croix-rouge insertion
FONDÉ PAR LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE

Un verger solidaire qui porte ses fruits

FRANCE / 2016-2021



Un jardin à visée sociale, économique et environnementale

Croix-Rouge insertion est une initiative de la Croix-Rouge française pour faire du développement de l'emploi dans les territoires un axe majeur de la lutte contre la précarité. Dans l'Hérault, c'est l'ACI (Atelier et Chantier d'Insertion) Croix-Rouge insertion - Capdife qui porte le projet depuis 2012, avec notamment l'animation d'une exploitation d'agro-maraîchage biologique répartie sur quatre jardins.

Aujourd'hui, Capdife souhaite diversifier son activité en axant le développement de son dernier site de production vers la vente de fruits biologiques en circuits courts, avec une triple visée: sociale, environnementale et économique. Côté social, l'objectif est d'accueillir chaque année environ 130 salariés en parcours d'insertion, de leur assurer une formation qualifiante d'ouvrier polyvalent validée par un Certificat de Qualification Professionnelle, de leur proposer un accompagnement social individualisé, enfin de les aider le cas échéant à créer leur propre

activité. Côté économique, l'objectif est de générer de nouveaux revenus pour Capdife et ainsi pérenniser sa mission. Enfin, côté environnemental, l'objectif est de réintroduire de la biodiversité sur le territoire et de sensibiliser les habitants aux enjeux liés à la préservation de l'environnement et à l'alimentation durable.

Les salariés en insertion sont impliqués à toutes les étapes de mise en œuvre du plan d'action, c'est une des clés de leur reconstruction personnelle.

Le département de l'Hérault connaît un taux de chômage de 12,9% et un taux de pauvreté de près de 20%



ORDRE DE MALTE
FRANCE

Stimuler le pouvoir d'agir pour mieux s'insérer

FRANCE / 2018-2019 / **nouveau**



Des candidats motivés pour leur intégration

Depuis l'été 2014, l'Ordre de Malte France a accompagné, en Indre-et-Loire, dans leurs démarches juridiques, administratives et d'accès au logement 273 adultes primo-arrivants en famille provenant du Proche et du Moyen-Orient, dont 250 ont été reconnus réfugiés ou bénéficiaires de la protection subsidiaire par l'OFPRA et 197 sont en capacité d'accéder à un emploi. Souvent animés d'une réelle volonté d'intégration au départ, ils se heurtent à de nombreux obstacles: mauvaise connaissance de la langue et du marché du travail, réseaux limités de sociabilité ou encore non-reconnaissance de leurs diplômes et compétences.

La délégation d'Indre-et-Loire a lancé en 2018 le dispositif ESP'AIR, un parcours vers l'emploi, qui se déploie selon trois axes: l'identification des besoins de recrutement spécifiques des entreprises et des structures d'insertion du territoire; des cours de français langue étrangère (FLE) adaptés aux besoins professionnels de chacun; enfin un parrainage individuel par des bénévoles de l'Ordre de Malte: aide à l'orientation, préparation aux entretiens, maintien de la motivation, partage

Les personnes accompagnées sont pleinement actrices du processus, depuis l'identification de leurs souhaits de carrière [...] jusqu'au choix des activités entreprises.

des réseaux et de l'expérience. Les personnes accompagnées sont pleinement actrices du processus, depuis l'identification de leurs souhaits de carrière basée sur un diagnostic des compétences, jusqu'au choix des activités entreprises dans le cadre du parrainage ou des cours de français. C'est une des clés de la réussite du parcours pour la soixantaine de réfugiés (25 femmes, 35 hommes) qui devraient en bénéficier.



Le mot du référent

L'Ordre de Malte dispose du recul nécessaire, d'un réseau local fort et sa bonne connaissance du terrain favorise l'intégration des réfugiés en France.

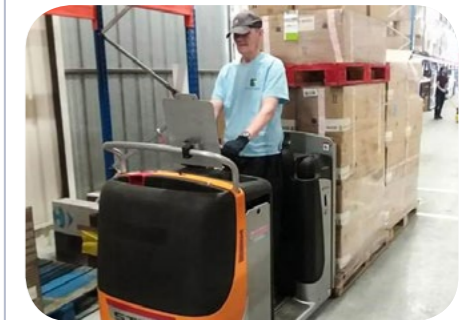
YESSIF KANKARTI
Chef de projet SI, SUEZ Group, Référent du Projet



EMMAÜSDÉFI

Accueillir chacun là où il en est et l'emmener vers l'emploi

FRANCE / 2018-2019 / **nouveau**



Les salariés se forment au métier de la logistique

Née en 2007, l'association Emmaüs Défi, dans la lignée du mouvement Emmaüs, se définit comme un «laboratoire d'innovation sociale», qui expérimente et diffuse de nouvelles manières de lutter contre la grande exclusion, combinant accompagnement humain et accompagnement social. Au cœur de son action, un chantier d'insertion qui propose aux personnes vivant des situations d'extrême précarité un parcours de réinsertion pour progressivement se remobiliser et se reconstruire par le travail (collecte, tri, valorisation et vente d'objets d'occasion).

En 2017, Emmaüs Défi a créé l'Équipage, une nouvelle entreprise d'insertion dédiée au transport de marchandises et à la logistique du dernier kilomètre, un secteur d'activité où la demande de personnes qualifiées est très forte en Ile-de-France.

2007 création d'Emmaüs Défi

2017 Emmaüs Défi crée L'Équipage

renforcer
la cohésion sociale
par l'éducation,
la culture et le sport



Découvrir d'autres cultures
pour s'ouvrir au monde
et à l'autre



13,7%
**DES VOLONTAIRES
EN SERVICE CIVIQUE**
sont issus des quartiers prioritaires
de la Politique de la Ville, alors que 9,8%
de la population cible (15 à 24 ans) y réside.

LE CHIFFRE

Rapport Agence Service Civique (chiffres 2016)

450 000
**JEUNES, ENTRE
18 ET 24 ANS**
ne sont pas diplômés ou ont au plus
le diplôme national du brevet et n'ont
pas suivi de formation au cours de
quatre dernières semaines, en 2016.

LE CHIFFRE

CNESCO (Conseil National d'Evaluation du Système Scolaire)

La lutte
contre les inégalités
commence par
l'éducation, c'est le défi
que doit relever
l'Europe.

TIBOR NAVRACSICS,
Commissaire européen chargé
de l'Education, de la Culture,
de la Jeunesse et du Sport

La Fondation
soutient des projets
pour aider les jeunes

La société française souffre de multiples fractures, économiques, culturelles, sociales, territoriales qui tendent à s'aggraver et creusent le fossé des différences et des incompréhensions entre riches et pauvres, élite et peuple, France des grandes métropoles et France périphérique, Le «vivre-ensemble», c'est à dire le sentiment d'appartenance à une communauté reste le socle de la démocratie.

La société a aujourd'hui un besoin impératif de retisser les liens de la cohésion sociale, c'est à dire de redonner à chacun les moyens de devenir un citoyen responsable, capable d'interagir avec son environnement.

Parmi les vecteurs de cette reconstruction, l'accès à l'éducation et la lutte contre l'échec scolaire qui sont des conditions essentielles de l'égalité des chances pour tous, et l'accès à la culture qui permet de développer la créativité, la conscience critique, l'estime de soi, l'attention à l'autre et l'ouverture au monde.

**CULTURE, ÉDUCATION ET SPORT :
TROIS LEVIERS POUR RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE**



**renforcer
la cohésion sociale
par l'éducation,
la culture et le sport**

enjeux





Elargir le champ de l'éducation pour réduire l'inégalité des chances

Le rôle de l'éducation est de transmettre à chaque individu le socle de valeurs, de connaissances et de savoir-faire qui lui permettra de s'intégrer de manière satisfaisante dans la société. Or, force est de constater que trop de jeunes restent au bord du chemin.

D'où la nécessité d'emprunter parfois des chemins de traverse pour développer à leur rencontre des solutions différentes et innovantes, mieux adaptées à la spécificité de leurs difficultés.

Les projets soutenus par la Fondation SUEZ s'appuient sur des leviers éducatifs comme la réalisation cinématographique, l'accès à la culture, l'engagement solidaire ou la promotion de nouvelles méthodes d'apprentissage pour contribuer à réduire les inégalités dans l'accès à l'éducation.

POINTS DE VUE

DIANE DUFOUR
Directrice du BAL



CHRISTINE GENIN
Directrice de Culture Prioritaire



Apprendre aux jeunes à se mettre à bonne distance des images, c'est travailler à développer leur esprit critique de jeunes citoyens et les accompagner pour qu'ils deviennent des regardeurs actifs, concernés, conscients du monde qui les entoure. C'est aussi solliciter leur aptitude aux échanges, aux débats collectifs et ainsi valoriser leur parole et l'expérience de la différence.

Au-delà du socle de connaissances et d'apprentissages que les élèves acquièrent dans le système scolaire, il est indispensable, pour réduire les inégalités, de leur faire découvrir la diversité des métiers qui s'offrent à eux et de les ouvrir au monde de l'entreprise. Élargir ainsi leurs perspectives, c'est les aider trouver leur voie, à se motiver et à comprendre qu'ils ont une place active à prendre dans la société.



Au service de la réussite scolaire et professionnelle des jeunes

FRANCE / 2017-2018



Un seul critère de sélection: la motivation

Face à un système scolaire qui tend à reproduire les inégalités sociales, **Culture Prioritaire favorise l'accès des jeunes issus de milieux défavorisés à des savoirs qu'ils acquièrent peu ou pas à la maison et à l'école - la culture générale et la culture des métiers - et qui sont pourtant déterminants pour leur avenir.**

En lien avec les acteurs institutionnels et associatifs locaux, l'association propose à environ 150 jeunes d'établissements scolaires de l'éducation prioritaire du Nord de Paris et de Colombes (92) des programmes adaptés à leur niveau (de la 3^{ème} à la terminale), répartis sur 90 heures pendant l'année scolaire.

Les jeunes alternent des séances interactives, des sorties extrascolaires (musées, théâtres, concerts, cinéma, visites d'entreprises, rencontres avec des professionnels) et, le cas «Voltaire» en orthographe et la plateforme d'aide à l'orientation «Pass Avenir». Toutes ces activités sont évaluées et adaptées chaque année.



Bien apprendre à lire : le B.A.BA de la lutte contre l'échec scolaire

FRANCE / 2017-2019



Une méthode d'apprentissage innovante

Selon le rapport PISA 2015, en France, 20 % des enfants sortent du primaire sans savoir lire et parmi eux 90 % étaient déjà en grande difficulté dès la grande section de maternelle. Face à ce constat, l'association «Agir pour l'École» se mobilise pour sortir les élèves en difficulté de la spirale de l'échec scolaire. Avec une conviction: il est nécessaire d'attaquer le problème à la source, c'est à dire de se focaliser en grande section, en CP et en CE1 sur le bon apprentissage de la lecture, qui est le socle de tous les autres apprentissages. À cet effet, l'association développe depuis 2011 une technique pédagogique

innovante appuyée sur les acquis de la recherche en sciences de l'éducation et psychologie cognitive. Et les résultats, régulièrement mesurés, sont là: dans les écoles volontaires pour suivre le protocole d'Agir pour l'école, **le nombre d'élèves en difficulté en CE1 a diminué de 30 à 50 %.**

Il est nécessaire (...) de se focaliser en grande section, en CP et en CE1 sur le bon apprentissage de la lecture, qui est le socle de tous les autres apprentissages.

Le projet entre maintenant dans une phase d'essaimage, avec la volonté de se déployer sur les zones d'éducation prioritaire REP et REP+ de l'Académie de Lille, qui concentrent un très grand nombre d'enfants en difficulté. Agir pour l'École intervient aujourd'hui dans 60 classes, essentiellement dans le secteur de Calais et Boulogne-sur-Mer et continuera de se déployer à la rentrée 2019/2020. Une progression qui s'appuie sur l'implication active des autorités éducatives du territoire et le renforcement de l'accompagnement de terrain pour être au plus près des enseignants.



Le mot du référent

Ce projet allie culture générale et culture des métiers afin d'encourager des jeunes issus de quartiers prioritaires à réaliser des études supérieures. Il leur apporte un renforcement social et une ouverture culturelle.

BÉRENGÈRE VINCENT

Juriste Achats, SUEZ Group, référente du projet Culture Prioritaire



La « pédagogie de la production » au service des décrocheurs scolaires

FRANCE / 2017-2018



Des métiers adaptés aux besoins du territoire

L'AFEP, établie en région stéphanoise, propose depuis 20 ans à des jeunes de 14 à 18 ans en rupture scolaire des formations industrielles qualifiantes sur deux ans dans les métiers de la métallerie et de la mécanique et, depuis 2017, dans les métiers plus féminins du textile technique et médical, dont Saint-Etienne est devenue la capitale française.

Grâce à des partenariats avec les entreprises locales intégratrices de main d'œuvre spécialisée, les ateliers fonctionnent comme une véritable PME où le rapport au client implique un haut niveau d'exigence et de responsabilité. Les taux de «raccrochage» sont proches de 100%, via le retour dans le système scolaire classique, l'entrée dans la vie professionnelle, la voie de l'apprentissage ou celle d'une autre formation.

100 %

taux de «raccrochage» obtenu



La création artistique, un outil de cohésion sociale

FRANCE / 2017-2018 / **nouveau**



Des enfants de zones rurales découvrent la création artistique

Créée en 1991 à l'initiative du peintre Gérard Garouste, et fondée sur la conviction que la création artistique peut être un levier de lutte contre l'exclusion, **La Source-La Guéroulde** est une association qui s'adresse aux jeunes isolés et fragilisés des zones rurales de l'Eure, un secteur économiquement sinistré, où l'accès à l'art et la culture est très limité. L'association **propose aux enfants et aux adolescents, en lien étroit avec leurs parents, des ateliers de pratique artistique et des sorties culturelles, pédagogiques ou de loisirs**, dont l'objectif est de combattre leur isolement, stimuler leur curiosité intellectuelle, développer leur potentiel créatif, et, ce faisant, renforcer leur ouverture au monde, leur autonomie et leur confiance en soi.

L'art est une nécessité pour l'équilibre de l'enfant et, tel qu'il est pratiqué dans le cadre de La Source, c'est un levier citoyen. Favoriser l'épanouissement de l'enfant et l'éveiller à l'art, c'est cultiver sa sensibilité, son imagination, son intelligence, dans la perspective d'en faire un être de désir.

GÉRARD GAROUSTE
Artiste peintre et fondateur de La Source-La Guéroulde



Interroger le territoire caméra au poing

FRANCE / 2017-2019



Tournage au Théâtre de Genevilliers (92) avec des jeunes issu.e.s de Paris, Saint-Ouen et Genevilliers.

La Fabrique du Regard, plateforme pédagogique du BAL, développe dans les quartiers prioritaires le programme « Que faire ? », qui invite des groupes de jeunes de 14 à 20 ans à réaliser sur une année un film qui sera le fruit de leurs rencontres avec les habitants et les initiatives de leur territoire et de leurs idées pour faire bouger la société. La diffusion des films permettra ensuite de faire connaître leurs propositions et de les confronter, via des débats, aux réflexions des professionnels de la ville : sociologues, travailleurs sociaux, politiques, chercheurs, urbanistes, spécialistes de la politique de la ville, etc.

Le projet s'appuie sur la participation d'artistes et d'acteurs institutionnels du territoire motivés pour accompagner les jeunes : établissements scolaires, structures culturelles et associatives, académies, coordinateurs de la politique de la ville, DRAC (Directions Régionales des Affaires Culturelles)... **L'objectif est d'impliquer 20 territoires d'ici fin 2019, soit 20 films réalisés.**

À Montereau-Fault-Yonne (77), les jeunes ont réalisé un film sur les stéréotypes liés à leur quartier avec Mali Arun. Aux côtés de Clémentine Baert, un groupe de jeunes issu.e.s de quartiers de Paris, Saint-Ouen et Genevilliers (75, 93 et 92) travaille sur la question de l'engagement. Accompagnés par Loudgi Beltrame, des lycéen.ne.s de La Courneuve (93) construisent une image de l'amitié. À Belleville (75), un groupe constitué par LE BAL et des associations du quartier réalisent une intervention dans l'espace public avec Laurent Lacotte.



Restitution du film Les Espoirs, réalisé par les jeunes de Roubaix (59)



Les mineurs décrocheurs «raccrochent»

FRANCE / 2018-2019 / **nouveau**



Des jeunes engagés qui se projettent à nouveau dans l'avenir

En France, environ 98 000 élèves quittent chaque année le système scolaire sans aucun diplôme, dont 38% ont moins de 18 ans. Lancé en 2012 à l'initiative du **Ministère de l'Éducation nationale, de l'Agence du Service Civique et de l'association Unis-Cité, le programme Booster vise à faire raccrocher des jeunes par le biais du Service Civique.**

En 2017-2018, ce programme a permis d'accompagner 180 décrocheurs de 16 et 17 ans dans le cadre d'un service civique alterné dans 18 villes de France : pendant 7 mois, chaque semaine ils se sont engagés 3 jours en Service Civique pour se rendre utiles auprès d'associations et se remobiliser et sont retournés 2 jours au lycée pour combler leurs lacunes et découvrir des formations/métiers.

Trois mois après la fin du programme, 2 jeunes sur 3 étaient soit en formation ou de retour à l'école (39%), soit dans un processus d'entrée en formation (19%) soit en emploi (14%). Dans le cadre du soutien de la Fondation SUEZ aux promotions Booster du Val d'Oise et de Paris, 20 jeunes mineurs ont

bénéficié d'ateliers CV et lettre de motivation, de journées découvertes des métiers ou encore de coaching de fin de service civique avec des collaborateurs SUEZ pour s'exercer à valoriser les compétences transversales développées au cours de l'année. À l'issue de leur service civique, 85% d'entre eux avaient défini un projet pour la suite.

À l'issue de leur service civique, 85% des 20 jeunes mineurs avaient défini un projet pour la suite.

180

décrocheurs de 16 et 17 ans accompagnés dans 18 villes de France par ce programme en 2017-2018



L'engagement des jeunes, tremplin vers la formation et l'emploi

FRANCE / 2017-2019 / **nouveau**



Les Universités de l'Engagement pour souder les promotions

Chaque année en France, des dizaines de milliers de jeunes s'engagent dans le Service Civique ou d'autres actions de bénévolat. Pour beaucoup, cette expérience agit comme un révélateur de compétences et les motive, ou remotive, à se projeter dans un avenir ambitieux, au-delà de leurs barrières scolaires, culturelles, sociales, financières, liées à un handicap. À ces jeunes engagés, de 16 à 30 ans, **l'Institut de l'Engagement propose un programme complet d'accompagnement personnalisé** (dont pour certains un soutien financier) vers la formation, l'emploi ou la création d'activité, ainsi qu'un accompagnement collectif, en les soudant au sein d'une promotion, en les rassemblant lors des Universités de l'Engagement. Dans le cadre de cet accompagnement sont mobilisés plus de 300 partenaires, établissements de formations, entreprises, fondations, associations, collectivités, qui partagent la volonté de l'Institut de valoriser l'engagement des jeunes.

3100 lauréats depuis 2012

2000 bénévoles aux côtés des lauréats



Mettre la culture à la portée de tous : un enjeu et un défi

L'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme stipule que « toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent ». Parce qu'il est vecteur d'ouverture, de développement de l'esprit critique et de la créativité, de rupture de l'isolement au profit du lien social, l'accès à la culture participe à une société plus inclusive. Pourtant bien des publics en sont très éloignés, voire coupés, du fait de leur situation sociale et économique.

Comment mettre la culture et sa pratique à la portée de tous ? Les projets soutenus par la Fondation SUEZ relèvent le défi pour entraîner jeunes et moins jeunes, familles, à la découverte de l'opéra, des cultures du bout du monde, de la musique.

POINTS DE VUE

FRÉDÉRIQUE RAOULT
Directrice
du Développement Durable
et de la Communication
Groupe, Vice-Présidente
de la Fondation SUEZ



SARAH KONÉ
Directrice artistique
de la Maîtrise Populaire
de l'Opéra Comique

La culture est un vecteur de développement personnel et de cohésion sociale, car elle contribue à faire émerger des compétences, à nourrir l'estime de soi, à construire des repères, à favoriser la participation citoyenne et à comprendre les différences.

C'est pourquoi la Fondation SUEZ soutient des projets aux dimensions inclusives et universelles de l'accès à la culture.

La Maîtrise Populaire de l'Opéra Comique est une aventure humaine et artistique qui rassemble des jeunes de toutes origines géographiques, sociales et culturelles et les unit dans l'apprentissage exigeant des fondements de la musique. Ce faisant ils découvrent un langage commun, une « harmonie », qui transcende les différences et ouvre la voie à plus de cohésion sociale.

La Maîtrise Populaire
de
l'opéra
Comique

Des ponts pour réduire les inégalités face à la culture

FRANCE / 2018-2019 / **nouveau**



Des enfants de tous horizons découvrent la musique

L'Opéra Comique, doté de la double labellisation « diversité » et « égalité professionnelle entre les femmes et les hommes », s'engage pour créer des ponts avec les publics qui ont un accès limité à la culture.

En 2016, l'institution a créé la première Maîtrise Populaire qui forme plus d'une centaine d'enfants de 8 à 24 ans aux arts de la scène [chant, claquette, danse, théâtre], en horaires aménagés avec le temps scolaire. Une formation singulière en France, notamment par son mode de recrutement qui n'exige aucun prérequis musical. Elle est ainsi ouverte aux jeunes éloignés de la culture et cherche à favoriser la mixité sociale. Les lauréats sont pour partie auditionnés directement dans les écoles, dont 15 classes en REP (Réseau d'Éducation Prioritaire) des académies de Paris, Versailles et Créteil.

Grace à la Fondation SUEZ, l'Opéra Comique accompagne ceux qui n'auront pas été sélectionnés, pour les initier à l'opéra et les faire bénéficier de parcours de découverte, avec la participation active des enseignants et des parents : ateliers de chant, visite des lieux et découverte des métiers, participation à des répétitions, rencontre avec un artiste, spectacle...



*MUSÉE DU QUAI BRANLY
JACQUES CHIRAC

Quand le musée fait escale sur les territoires

FRANCE / 2017-2018



Les « ateliers nomades » passionnent les plus petits

Fidèle à sa vocation qui le positionne comme le « musée des Autres et du regard sur l'Autre », le musée du quai Branly-Jacques Chirac s'est donné pour ambition de décaler les frontières du musée, de faire tomber les idées reçues sur l'institution culturelle et de lever les obstacles qui freinent l'accès à la visite. Une démarche qui passe par les « Ateliers Nomades », un dispositif par lequel le musée sort de ses murs pour investir un territoire, y présenter des œuvres et y déployer une large gamme d'activités, en s'appuyant sur l'implication active de tous les relais locaux : collectivités, établissements scolaires, associations socio-éducatives ou acteurs du champ social. En 2016, les Ateliers Nomades se sont installés pour deux ans dans six communes de l'agglomération Grand Paris Sud en

Essonne : Bondoufle, Courcouronnes, Evry, Lisses, Ris-Orangis et Villabé. Le bilan est très positif avec près de 19 000 personnes touchées, dont beaucoup de scolaires et de jeunes enfants, qui ont pu bénéficier des multiples activités, au premier rang desquelles, les « Escales » : des sorties thématiques d'œuvres du Musée (Polynésie, Afrique de l'Ouest, Amérique latine, Grand Nord ou encore Japon) enrichies par un ensemble d'ateliers plastiques, de représentations musicales, de conférences, d'ateliers de cuisine, de démonstrations de danse ou de séances de contes. En retour, le musée a accueilli dans ses murs près de 10 000 personnes, enfants et familles, dont beaucoup de primo-visiteurs, venus gratuitement des écoles, des structures sociales et des centres de loisirs.



Le mot du référent

Au delà de ses missions artistiques, l'Opéra Comique porte une très forte ambition sociale : ouvrir les portes de l'Opéra à un très large public en particulier à des élèves en provenance des zones défavorisées.

JEAN-MARC PIRIOU

Chargé de Mission Communication, SUEZ Group, Référent du projet Maîtrise Populaire



Orchestre
Symphonique
Divertimento

La musique pour réduire la fracture culturelle

FRANCE / 2017-2018 / **nouveau**



Découverte de la pratique musicale en Hauts-de-France

Créés et dirigés depuis 1998 par Zahia Ziouani, l'orchestre symphonique et l'Académie Divertimento conjuguent l'exigence et l'excellence artistique avec la volonté de favoriser l'accès de tous à la culture, et ce faisant de réduire la « fracture culturelle » et de renforcer la cohésion sociale. Cette vision ambitieuse se déploie au travers du programme PAAC, pour « Parcours d'Action Artistique et Culturelle ».

L'objectif est d'animer une dynamique culturelle qui mobilise tous les acteurs d'un territoire autour de projets forts ...

L'objectif est d'animer une dynamique culturelle qui mobilise tous les acteurs d'un territoire (collectivités, structures sociales et culturelles, écoles, habitants) autour de projets forts : sensibilisation à la musique ; ateliers de pratique musicale collective ; accès aux concerts et rencontres avec les musiciens.

En 2018, le programme s'est déroulé avec succès dans les Hauts-de-France.



Les travaux de rénovation ont été achevés au mois de juillet 1981
La rénovation du mobilier a été réalisée
par la Commission Administration Contrôle
le 3 mars 1981
Edouard BONNEFON, ancien Chancelier de l'Institut
Jean RINLER, André DUPONT-SOMMER
Robert COURRIER, Paul GERRAIN
Emmanuel BONNIN, Bernard CHENOT
Bernard BONNIN, ancien Président

renforcer
les compétences
et stimuler
l'innovation



Autour de Jean-Louis
Chaussade et Xavier Darcos,
les lauréats et à leurs côtés
les membres du Jury



LE CHIFFRE

617 MILLIONS DE JEUNES

dans le monde manquent de compétences de base en mathématiques et en alphabétisation.

Faits et Chiffres, ONU

LE CHIFFRE

Plus de la moitié des enfants qui ne sont pas inscrits à l'école vivent en Afrique sub-saharienne.

Faits et Chiffres, ONU

La Chaire AgroParisTech
«SUEZ - Management
des services urbains»,
pour former les leaders
de demain

Face aux défis de l'accès aux services essentiels dans les pays en développement, le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) pointe «les lacunes au niveau du leadership et des connaissances et les carences au niveau du savoir-faire technique et de la gestion». Ce constat est valable à tous les échelons, depuis les dirigeants et managers des services publics, parapublics et privés, jusqu'aux communautés et organisations locales.

Contribuer au renforcement des compétences, via des partenariats et formations universitaires ou un processus de transfert des compétences sur le terrain, constitue un levier essentiel pour assurer un accès durable et inclusif à l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets.

Il est également essentiel de promouvoir l'innovation pour le développement, c'est à dire de soutenir tous les porteurs de projets engagés dans l'innovation technique, sociale, économique ou organisationnelle. Leur capacité à prendre des risques, si elle est accompagnée dans la durée, constitue un solide atout.

Le développement
du capital humain joue
un rôle déterminant
pour mettre fin à l'extrême
pauvreté et renforcer
l'inclusion sociale.

BANQUE MONDIALE

renforcer les compétences et stimuler l'innovation

enjeux





Détecter, valoriser, déployer et dupliquer les initiatives innovantes

POINTS DE VUE

XAVIER DARCOS
Chancelier
de l'Institut de France



THANH NGHIEM
Fondatrice du Mouvement
des Crapauds Fous
et de l'Institut Angenius
Administratrice de la Fondation SUEZ

Dans un monde qui change, l'Institut de France et les cinq Académies qui le composent demeurent un pôle de réflexion et de transmission des savoirs au bénéfice de tous. C'est pourquoi nous sommes heureux d'organiser depuis dix ans maintenant avec le Groupe SUEZ les Prix SUEZ-Institut de France qui récompensent les innovations mises en œuvre pour l'amélioration de l'accès aux services essentiels dans les pays en développement.

Comment faire face à l'urgence planétaire ? En s'engageant dans un nouveau «vivre ensemble», expérimenté et mis en pratique chaque jour par les acteurs de «l'open innovation», qui cultivent le partage et la collaboration, et n'hésitent pas à transgresser les frontières. Encourager, soutenir et diffuser largement leurs initiatives est indispensable pour inventer des nouvelles solutions et donner à tous les moyens d'accéder aux services essentiels.

Un public attentif aux enjeux des innovations récompensées

Juillet 2018 - Rendez-vous pour la 6^e édition des Prix SUEZ - Institut de France

Les Prix SUEZ-Institut de France récompensent tous les deux ans des projets et des innovations libres de droits qui contribuent à développer les services de l'eau, de l'assainissement et de la gestion des déchets dans les pays en développement.

Pour chaque édition, deux Prix sont remis: le Prix «Accès aux Services Essentiels», d'un montant de 50 000€, qui récompense, pour favoriser son application sur le terrain et la faire grandir et rayonner, une innovation de nature technique, organisationnelle, financière, sociale ou qui porte sur des outils de diffusion des savoirs - développée par un organisme à but non lucratif; et le Prix «Entrepreneuriat Social», d'un montant de 50 000€, qui récompense une initiative portée par un entrepreneur social, permettant le développement d'activités économiques génératrices d'emplois et ayant un impact sur le plan social, en particulier envers les populations pauvres ou fragilisées.

Lors de la remise des Prix SUEZ-Institut de France qui a eu lieu mardi 3 juillet 2018, en Grande salle des séances de l'Institut, les lauréats ont reçu leur trophée des mains de Xavier Darcos, Chancelier de l'Institut de France et de Jean-Louis Chaussade, Directeur général de SUEZ et Président-fondateur de la Fondation SUEZ, en présence de l'Ambassadeur du Maroc et du Conseiller de l'Ambassadeur de Côte d'Ivoire.

À l'issue de cette remise de Prix, la Fondation SUEZ s'engage à accompagner et promouvoir les innovations lauréates, en les diffusant auprès de leurs réseaux et en les présentant lors de manifestations internationales relatives à l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets.

Au Maroc, Dar Si Hmad « moissonne » le brouillard pour fournir de l'eau aux villageois

MAROC



Les filets captent l'eau condensée des nuages

Au sud-ouest du Maroc dans les villages de l'Anti-Atlas, le climat est aride, les pluies sont rares et la nappe phréatique quasiment dépourvue de la moindre ressource hydrique. À charge pour les femmes et les enfants de consacrer quatre heures par jour en moyenne à faire des allers-retours pour récupérer l'eau des puits.

D'où l'idée, a priori insolite, de transformer le brouillard fréquent des montagnes avoisinantes en eau. Grâce à une technique née il y a une vingtaine d'années au Chili, dans la Cordillère des Andes, qui a fait ses preuves et qui est porteuse d'une innovation dans ce projet pour augmenter la captation de l'eau: des filets tendus face au vent, les «cloudfishers», récupèrent les gouttelettes d'eau issues de la condensation des nuages se heurtant à la montagne; quand elles sont trop lourdes, elles dégoulinent dans une gouttière qui les conduit,

grâce à un système de filtrage et d'adduction, jusqu'aux hameaux en contrebas.

À la fin de l'année 2018, plus de 123 ménages répartis dans quatorze hameaux devraient bénéficier de cette eau potable, tandis que les excédents d'eau pourront être utilisés pour une nouvelle dynamique de reboisement et de création d'une oasis dans la vallée.

Enfin, les femmes gagnent un temps précieux qu'elles peuvent mettre à profit pour développer des activités économiques. Le projet inclut en outre la formation des habitants et le partage des savoir-faire en adduction et en installation de filets, aux niveaux national et international. L'association porteuse du projet, Dar Si Hmad, a reçu le prix «Accès aux services essentiels».

À la fin de l'année 2018, plus de 123 ménages répartis dans quatorze hameaux bénéficieront de cette eau potable, tandis que les excédents d'eau pourront être utilisés pour une nouvelle dynamique de reboisement et de création d'une oasis dans la vallée.

Un modèle 2.0 de collecte des déchets inclusif et viable

CÔTE D'IVOIRE



Le secteur informel s'organise

Le prix Entrepreneuriat Social a récompensé C+Propre-Coliba, un groupement de startups franco-ivoirien qui a mis au point une solution visant à organiser et améliorer le système de pré-collecte des déchets assuré par le secteur informel.

Un système de points échangeables en cadeaux (crédits téléphoniques, cosmétiques, etc.) a été mis en place pour encourager le tri.

Via une application, les ménages abonnés commandent des sacs identifiables et spécifiques pour les déchets ménagers ou le tri qu'ils paient en monnaie numérique. Un service de géolocalisation intégré assure un ramassage optimal, réalisé par des pré-collecteurs devenus franchisés, qui œuvraient auparavant de manière informelle. Enfin, un système de points échangeables en cadeaux (crédits téléphoniques, cosmétiques, etc.) a été mis en place pour encourager le tri. Les déchets triés partent ensuite dans des filières de valorisation et seule la fraction restante va en décharge.

Une grande école de formation au leadership et au management des services urbains d'eau et d'assainissement

Une double formation technique et managériale

En 2008, la Fondation SUEZ, en accord avec la volonté du Groupe de garantir l'accès aux services essentiels dans les pays en développement via le transfert de savoir-faire et le renforcement des compétences locales, s'associait à ParisTech, un important pôle de recherche et d'enseignement supérieur, et à l'AFD pour monter la Chaire SUEZ ENVIRONNEMENT - Paris Tech « Eau pour tous ».

Myriam Bincaille, déléguée générale de la Fondation SUEZ rappelle : « **S'il existe des écoles techniques ou de management prestigieuses, rares sont celles qui parviennent à combiner ces deux dimensions. À la création de la Chaire, aucun cursus ne formait des managers de services d'eau et d'assainissement. L'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) passe par la capacité à penser le moyen et long terme, sans pour autant oublier le court terme, avec tous les enjeux de développement humain. La Chaire AgroParisTech « SUEZ - Management des services urbains d'eau et d'assainissement » participe à l'atteinte de ces objectifs.** »

Cette double vocation s'appuie sur un constat partagé par tous les partenaires : au-delà des investissements financiers ou de la qualité de la gouvernance publique, la réussite des services d'eau et d'assainissement dans les pays en développement dépend de la professionnalisation de la filière et de la vision, du courage et des compétences managériales de ses dirigeants.



Les Directeurs généraux en situation lors du jeu Optopville®

Deux cursus pour former des leaders du changement

Après près de 10 ans d'existence, la nouvelle convention signée à l'automne 2018, renforce les ambitions de SUEZ de faire de la Chaire une référence internationale dans l'enseignement stratégique du management des services et met en place une gouvernance renforcée pour aboutir à ce résultat.

Aujourd'hui, dans un contexte d'accélération de l'urbanisation et à la vue des enjeux climatiques et de ses conséquences sur la ressource et les océans, SUEZ, la Fondation SUEZ et AgroParisTech poursuivent ce partenariat pour devenir en 2024 « une référence mondiale pour la formation au management général des services urbains d'eau et d'assainissement ».

La Chaire AgroParisTech - SUEZ propose deux types de formation pour les dirigeants des services urbains d'eau et d'assainissement des pays en développement ou en transition. La première, qui prépare à l'International Executive Master OpT, s'adresse aux cadres

en poste, pressentis par leur direction pour accéder à de nouvelles responsabilités de leaders, plus directement axées sur le management et la conduite du changement. Les candidats, une fois admis, s'engagent dans un cursus de 14 mois, articulé autour d'un projet, la réalisation d'un plan d'action stratégique visant l'amélioration de la qualité d'un service d'eau potable et/ou d'assainissement et intégrant maîtrise et économie de la ressource en eau sur un périmètre cible, une ville ou une région comptant de 100 000 à plusieurs millions d'habitants. Munis de cette feuille de route, les auditeurs alternent plusieurs mois de formation sur le campus d'AgroParisTech à Montpellier, deux retours dans la société d'origine et 3 semaines sur un site partenaire à l'international. L'objectif étant, qu'étape par étape, ils mettent en application les compétences acquises, à charge pour leur Direction de prendre effectivement en compte leurs recommandations.



147 auditeurs venus de 47 pays

Enfin, pour stimuler leur progression et leur transformation en « leaders du changement », les auditeurs bénéficient du soutien d'un coach chargé de les accompagner dans leur développement personnel et leur positionnement.

La Chaire accueille chaque année deux promotions, l'une francophone, l'une anglophone, regroupant une quarantaine d'auditeurs et les anciens diplômés se retrouvent au sein de la « Communauté de la Chaire », une plateforme visant à favoriser l'échange et le partage d'expérience et d'informations.

La Chaire AgroParisTech « SUEZ - Management général des services urbains d'eau et d'assainissement » propose également, depuis 2016 aux Top Managers des services, des séminaires sur 6 jours pendant lesquels ils vont complètement s'immerger dans les problématiques stratégiques grâce à une méthodologie interactive dynamique et la confrontation accélérée à une situation réelle, avec le simulateur Optopville®. « C'est intense, ludique et décuplant ! », s'enthousiasme le créateur du concept, Jacques Bertrand. Les dernières formations ont eu lieu fin 2018 à Abidjan pour les francophones et à Colombo pour les anglophones.

POINTS DE VUE

Au-delà de l'acquisition de connaissances et d'expertises, les formations du Mastere OpT mettent l'accent sur l'engagement individuel des futurs managers des services de l'eau, qui devront se montrer audacieux à leur retour au pays pour briser les routines et insuffler un véritable changement au service de la performance durable. C'est tout l'enjeu de l'accompagnement que nous leur proposons.

DOMINIQUE PIN
Ingénieur des
Arts et Manufactures



GILLES TRYSTRAM
Directeur général
d'AgroParisTech

Dans les pays pauvres, l'accompagnement humanitaire et l'aide publique au développement demeurent nécessaires pour améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement des populations rurales et dispersées. Mais pour répondre à l'urbanisation croissante et à l'expansion de gigantesques mégapoles, ces pays doivent apprendre à gérer par eux-mêmes leurs services d'eau et d'assainissement de manière efficace. Les managers des services d'eau

et d'assainissement des centres urbains de ces pays sont les mieux placés pour définir les équipements et les infrastructures nécessaires, et les développer, à leur rythme, en accord avec leurs propres structures sociales et économiques. Mais c'est notre devoir de leur fournir les « outils » et de leur apporter les savoirs techniques et les compétences qui leur permettront de renforcer leurs capacités. C'est ce à quoi s'emploie depuis bientôt dix ans la Chaire.



Myriam BINCAILLE, Déléguée générale, Muriel LEROY, Responsable de Projets et de la Communication, Béatrice ROZIÉ-PERIER, Responsable Administration - Projets, tiennent à remercier particulièrement tous les membres de la Communauté de la Fondation qui apportent leur aide, sous forme de bénévolat ou mécénat de compétences, participant ainsi à cette aventure professionnelle et humaine formidable !

H. Abdallah, L. Abel, M. Ablin, I-A. Abshir, A. Albaret, G. Altmeyerhenzien, P. Andrau, V. Antigny, J. Arnal, P. Aubert, B. Auclair, V. Audebeau, S. Auperin, L. Aureli, J-M. Aourousseau, A-L. Avril, P. Bachelery, J. Bachelet, M. Badie, A. Bajot, L. Baret, E. Baron, J. Barrault, H. Barthalan, I. Bartyna, L. Bastidas, J. Batisse, J-M. Battarel, I. Baudin, C. Bazalgette, J-P. Becue, R. Belaidouni, F. Belarbi, N. Benoist, C. Bergez, S. Berman, D. Bernard, Y. Berthelot, J. Bertrand, S. Besnault, J-L. Besset, M. Bignot, B. Billon-Aubert, S. Birard, P. Bizot, C. Blanc-Montmayeur, P. Blayac, C. Bloquet, L. Bo, N. Bokhoff, B. Bon, B. Bondoux, B. Bonello, Y. Bonhomme, H. Bonnel, R. Bonnard, C. Borralho, A. Botbol, L. Bouabbache, A-I. Boukary, B. Boula, G. Boulanger, C. Bourgougnon, R. Boutin, L. Bouzekri, F. Boyer, I. Bras, M-L. Bret, S. Briand, S. Bronnec, M. Brun, C. Buard, J. Bui, L. Bury, I. Calvez, A. Carbonel, R. Casalis, A. Cassin, N. Cavallini, I. Censi, S. Chadli, S. Charles, D. Charlot, C. Chaumin, J. Chaussade, C. Chevron, J. Chio, B. Colombo, A. Constantini, D. Conteau, S. Cornu, L. Couffignal, T-A. Cousin, E. Croguennec, G. Cros, N. Dargère, G. Darras, P. Dauthuille, S. de Almeida, L. de Bodman, C. de Champs, M-C. de Chezelles, J. de Montal, M. Debiais, P. Decourtray, R. Delacombe, B. Deleplancque, L. Delorme, F. Devred, T. Dhaou, M. Diouf, Z. Doquang, E. Dos Santos, E. Drouard, M. du Rostu, D. Deboeuf, S. Dubreil, J-P. Ducharne, A. Duchossoir, O. Duguay, S. Dupiot, P. Erbeta, T. Erk, M. Eyen, Y. Fagherazzi,

A. Faivre d'Arcier, C. Fauconnier, E. Faure, G. Fay, S. Faye-Lufade, M. Ferjoux, T. Fernandes, M-J. Fernandez-Mendy, T. Ferrand, C. Fidelaine, A. Filali-Meknassi, S. Florin, P. Folliasson, S. Fontaine, V. Fremin, M. Gaad, P. Gaillard, T. Gaillard, D. Gaillardo, B. Garnier, V. Garnreiter, L. Gasmy, D. Gaujous, A. Gauthier, F. Gautron, C. Gayraud, L. Gelie, M. de Gerus, S. Ghannem, C. Girbeau, P. Gislette, A. Glady, C. Glass, L. Gobille, O. Godard, M-A. Gonnu, E. Gonzalez-de Gaspard, M. Gout, E. Granboulan, O. Grandgirard, E. Granboulan, J. Gribensky, A-L. Groult, F. Guenerin, E. de La Gueronniere, L-G. Guerra, C. Guiden, F. Guilliod, L. Guiraud, J. Guittet, Y. Hammami, J-P. Hangouet, W. Hassani, M. Hayet, S. Heraud, M-O. Hure-Dubot, M. Hurtrez, R. Hurvy, A-S. Husson, L. lungmann, F. Jacq, P. Jacq, C. Jacquis, V. Jamin, M. Jasson, V. Jean, M. Kacimi, Y. Kankarti, J. Karaoui, Y. Khodjerane, A. Kyriacos, J. Labre, N. Labry, V. Lagrange, D. Laplace, J. Launay, P. Laurent, M. Laux-Chalancon, H. Lavissee, S. Le Bronnec, A. Le Moan, F. Le Quesne, A. Le Texier, J. Leclerc, A. Lecuona, P. Lemoine, L. Lesage, C. Leterrier, J. Letoquart, N. Levy, E. Lincot, X. Litrico, S. Lombard, M. Lopez, J-F. Loret, JM. Lotthe, H. Louvet, D. Lucente, H. Madiéc, M. Monnier, A. Magne, F. Mainguy, R. Mairesse, T. Malezieux, P. Mappa, N. Mariette, B. Marilhet, J-J. Marsaly, J-L. Martel, L. Martin, M. Martin, S. Martin, A-I. Masfaraud, A. Mattecatt, J-P. Maugendre, S. Maurel, S. Mazan, S. Mediouni, B. Melliez, M. Menard,

A. Merceron, F. Mestre, V. Meurillon, A. Mezzoue, L. Michellier, M. Mignot, S. Moliere, P. Monnier, J. Moreau, S. Morin, K. Mouhaddab, D. Moulin, M. Mouroux, M. Mouton, R. Muniz, J-F. Mussard, S. Nait-Kaci, I. Herrier-Nauffle, B. Negrier, P. Nello, J-F. Neuville, B. Nhaili, L-J. Noyel, O. Oberti, K. Odeh, P. Odievre, D. Ogeron, T. Ohayon, E. Oppeneau, J. Ouaicha, H. Parent, N. Parinaud-Gouedard, J-B. Parnaudeau, F. Paty, S. Payenneville, L. Peinado, E. Pellet, M. Perez-Nicolas, F. Petitpain-Perrin, S. Peytavi, H. Pham, V. Pham, V. Piazza, P. Pierronne, E. Piolat, J-M. Piriou, S. Planchon, D. Plantier, E. Plard, G. Poinet, PY. Pouliquen, F. Pradelle-Stahl, C. Pradels, C. Prompsy, S. Prouin, I. Quinque, A. Rambaud, J-B. Rannou, J-F. Renard, T. Redon, C. Richard, D. Ricros, H. Rigolot, J-P. Rizza, V. Robin, C. Rocher, B. Rodallec, M. Rodriguez, R. Rondot, C. Rossi, R. Rotensztajn, M. Rouez, S. Rous, J-M. Rousseau, A. Rovera, M. Russeil, C. Savey, J. Sayegh, JL. Schnitzler, M. Schoonheere, C. Scius, H. Sedkaoui, E. Senante, J-L. Seropian, M. Serrurier, P. Sidibe, M. Simon, D. Sinapah, H. Sirena, R. Sobral, J-L. Sonnier, G. Stahl, A. Stasiak, E. Stum, A. Suarez, P. Swyngedau, F. Taillard, E. Taupin, C. Tavelet, Y. Thery, L. Tiret, R. Torres, J-J. Tort, A. Toupet, A. Tricaud, H. Valade, D. Valentin, F. Van Rijckevorsel, B. Vanden Bossche, N. Vanderstichel, E. Vaucois, G. Vayson, T. Veith, S. Venot, D. Vienne, B. Vincent, S. Vinsot, R-I. Virgilio-Venancio, M-C. Vivant, P. Vizier, L. Voisin, A. Vonbank, N. Wigishoff, M. Wu, S. Zariatti



Directeur de publication : Myriam Bincaille - Responsable éditorial : Muriel Leroy avec Louise Courchinoux - Traduction anglaise : Rebecca Smith - Réalisation : Anne Cormier/Dimitri Dubreucq www.epeus.fr - Mai 2019

Crédits photos : © SUEZ, S. de Bourgies, De Poorter, M. Bertrand, A. de Caboudal, D. Felix, T. Béhuret, M. Monsay, L. Lung, N. Seroux, Simplan, P. Tournebœuf, C. Hargoues-Capa Pictures/P. Oliver, J. Luth, A. Detienne-Adobe/Kriss/5-ACF-ACTED-ADIE, Aère-AFEP, Agir pour l'école-Amor-Aquassistance-Arozaan-Aux capitis la libération-Bail pour tous-CARE/A. Al-Ansi, E. Al-Awami-Cavale solidaire-Croix-Rouge Insertion-Culture prioritaire-Orchestre symphonique Diverimento/V. Bloquaux-Eau et Vie-Eau Vive-Fermes d'avenir-Fidei-Friendship International-Gevalor-GK Savar-Gret-HAMAP-HCR France/P. Rulashie, W. Swanson-Institut de France/S. de Rozières-Institut de l'engagement-Interaide-J2C-Kyvarou France-La Source - La Guéroulde-Le Bal/M. Samadet, M. Ba - La Fabrique du Regard-Monja-Opéra Comique-La Maltrise Populaire-Ordre de Malte France-Place-Positive Planet International-Prométimmes-Puls du Désert/S. Chappaz-Musée du quai Branly - Jacques Chirac/C. Zannetti/CG-Rejoué-Restos du Cœur-Secours Catholique - Caritas France/E. Perrot-Solidarité Eau Sud-TAE - Travailler Autrement Ensemble - Territoires Zéro Chômeur Longue Durée - Elean Jouques-Territoires Zéro Chômeur Longue Durée - Booster de Saint-Jean-Unis-Cités.

Ce document est imprimé sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council (FSC®) par un imprimeur éco-responsable ayant obtenu le label Imprim'Vert. Impression : E3 Expansion 



fondation
 **suez**

Tour CB21 - 16, Place de l'Iris - 92040 Paris / La Défense - France
fondation-suez@suez.com

www.suez.com/fr/Notre-groupe/Un-groupe-engage

www.fondation-suez-realizations.fr - www.prix-initiatives.com

